

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 3178

[2006/202773]

19 JUILLET 2006. — Décret modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et le Livre I^{er} de la troisième partie de ce même Code

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Les articles 1^{er} à 34 du décret du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes insérés dans le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ainsi que les articles L1511-1 à L1551-3 et le titre du Livre V sont remplacés par les dispositions suivantes :

« LIVRE V. — De la coopération entre communes

TITRE I^{er}. — *Dispositions générales*CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Art. L1511-1. Le présent Livre s'applique aux coopérations entre communes dont le ressort géographique ne dépasse pas les limites de la Région wallonne.

CHAPITRE II. — *Les modes de coopération*Section I^{re}. — *Les conventions entre communes*

Art. L1512-1. Les communes peuvent conclure entre elles des conventions, relatives à des objets d'intérêt communal.

Section 2. — *Les associations de projet*

Art. L1512-2. Plusieurs communes peuvent créer une structure de coopération dotée de la personnalité juridique pour assurer la planification, la mise en œuvre et le contrôle d'un projet d'intérêt communal.

Toute personne de droit public et de droit privé peut y participer aux conditions définies dans les statuts.

Section III. — *Les associations intercommunales*

Art. L1512-3. Plusieurs communes peuvent, dans les conditions prévues par le présent Livre, former des associations ayant des objets déterminés d'intérêt communal.

Ces associations sont dénommées ci-après intercommunales.

Art. L1512-4. Toute autre personne de droit public et privé peut également faire partie des intercommunales.

Sans préjudice des affiliations existantes, toute participation de la Région wallonne dans une intercommunale est autorisée et fixée par décret.

Art. L1512-5. Les intercommunales peuvent prendre des participations au capital de toute société lorsqu'elles sont de nature à concourir à la réalisation de leur objet social.

Toute prise de participation au capital d'une société est décidée par le conseil d'administration; un rapport spécifique sur ces décisions est présenté à l'assemblée générale, conformément à l'article L1523-13, § 3.

Toutefois, lorsque la prise de participation dans une société est au moins équivalente à un dixième du capital de celle-ci ou équivalente à au moins un cinquième des fonds propres de l'intercommunale, la prise de participation est décidée par l'assemblée générale, à la majorité simple des voix présentes, en ce compris la majorité simple des voix exprimées par les délégués des associés communaux.

Section IV. — *Dispositions communes*

Art. L1512-6. § 1^{er}. Quel que soit leur objet, les associations de projet et les intercommunales exercent des missions de service public et à ce titre sont des personnes morales de droit public.

Elles n'ont pas un caractère commercial.

Le caractère public des associations de projet et des intercommunales est prédominant dans leurs rapports avec leurs associés, leurs agents et tout tiers ainsi que dans toute communication interne ou externe.

§ 2. En tant que telles, les associations de projet et les intercommunales peuvent poursuivre en leur nom des expropriations pour cause d'utilité publique, contracter des emprunts, accepter des libéralités et recevoir des subventions des pouvoirs publics.

Tout apport et toute acquisition doivent être affectés à la réalisation de l'objet social de l'association de projet ou de l'intercommunale.

§ 3. Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièces émanant des associations de projet ou intercommunales, doit figurer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement, et de façon lisible, du mot "association de projet" ou "intercommunale".

Dans tous ces cas, les associations de projet ou les intercommunales utiliseront leur propre dénomination et, éventuellement, leur sigle.

TITRE II. — *Modalités de fonctionnement*CHAPITRE I^{er}. — *Les conventions entre communes*

Art. L1521-1. La convention conclue entre communes comprend au moins les dispositions relatives à la durée et à son éventuelle reconduction, à la possibilité de résiliation, à l'éventuel apport des communes participantes et aux modalités de gestion de ces apports, à l'organisation interne, aux droits et devoirs mutuels et aux répercussions financières, à l'information des communes, à l'évaluation annuelle par les conseils communaux, à l'établissement des mouvements financiers, à l'affectation du résultat, au contrôle financier et à la répartition des actifs éventuels au terme de la convention.

Art. L1521-2. La convention peut stipuler que l'une des communes, partie à la convention, sera désignée comme gestionnaire.

La commune gestionnaire peut, pour mettre en œuvre cette convention, employer les membres de son personnel et/ou recourir au personnel des autres communes parties à la convention, et ce, en application des conditions qui y sont définies.

Art. L1521-3. S'il échet, un comité de gestion de la convention composé d'au moins un représentant par commune, désigné parmi les membres des conseils ou collèges communaux à la proportionnelle de l'ensemble des communes parties à la convention, est chargé de se concerter sur les modalités de mise en œuvre de la convention.

Le comité de gestion émet au besoin des avis à l'intention de la commune gestionnaire, établit les mouvements financiers résultant de la convention et les soumet pour information aux conseils des communes parties à la convention.

Le mandat au sein du comité de gestion est exercé à titre gratuit.

CHAPITRE II. — *Les associations de projet*

Art. L1522-1. § 1^{er}. L'association de projet est constituée pour une période maximale de six ans par décision des conseils communaux intéressés.

Aucun retrait n'est possible avant le terme fixé à la constitution de l'association de projet.

Elle est reconductible pour une période ne dépassant pas six ans, sans cependant que cette décision de reconduction ne puisse prendre effet lors d'une législature communale postérieure.

Au terme de l'association, celle-ci est mise en liquidation. La destination des biens acquis sur la base d'un arrêté d'expropriation devra être maintenue à des fins d'utilité publique.

§ 2. Les statuts comprennent au moins :

1. son nom;
2. son objet;
3. son siège social;
4. sa durée;
5. la désignation précise des associés, de leurs apports éventuels, de leurs autres engagements;
6. la composition et les pouvoirs du comité de gestion de l'association, les modalités de prises de décision, les modes de désignation et de révocation de ses membres ainsi que la possibilité pour ceux-ci de donner procuration à un autre membre du comité de gestion de l'association;
7. l'affectation des bénéfices éventuels et les modalités de prise en charge annuellement des déficits éventuels de l'association de projet par les associés;
8. le mode de liquidation, le mode de désignation des liquidateurs et la détermination de leurs pouvoirs, la destination des biens et le sort du personnel en cas de dissolution.

A la constitution de l'association de projet, un plan financier est adressé à chacun des associés.

Art. L1522-2. Toute association de projet est constituée par acte authentique passé devant le bourgmestre de la commune du siège de celle-ci, ou devant notaire en présence des représentants des autres communes associées mandatés à cette fin.

Sans préjudice des dispositions légales relatives à l'apport d'immeubles, l'acte entre en vigueur à la date de sa signature.

L'acte constitutif comprend les statuts.

Il sera publié intégralement dans les annexes au *Moniteur belge* dans les trente jours de la constitution et il sera déposé simultanément au siège de l'association où il pourra être consulté par tous.

Art. L1522-3. Les propositions de modifications statutaires exigent la majorité des deux tiers des membres du comité de gestion de l'association présents ou représentés en ce compris la majorité des deux tiers des voix des membres du comité de gestion de l'association représentant les communes associées.

Ces modifications doivent être adoptées par les associés dans les conditions requises pour l'acte constitutif.

Art. L1522-4. § 1^{er}. L'association de projet dispose uniquement d'un comité de gestion dont les représentants des communes associées et, s'il échet, des provinces associées sont désignés respectivement à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes associées et, s'il échet, de l'ensemble des conseils provinciaux des provinces associées, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral. Pour le calcul de cette proportionnelle, il sera tenu compte des déclarations individuelles facultatives d'appareusement ou de regroupement.

Il n'est pas tenu compte pour le calcul de cette proportionnelle du ou desdits groupes politiques qui ne respecteraient pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide et de ceux qui étaient administrateurs d'une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995.

Aux fonctions de membres du comité de gestion réservées aux communes et, s'il échet, aux provinces associées, ne peuvent être nommés que des membres des conseils ou collèges communaux et, s'il échet, des conseils ou collèges provinciaux.

Le présent paragraphe est applicable *mutatis mutandis* aux membres du comité de gestion représentant les C.P.A.S. associés.

§ 2. Il est dérogé à la règle prévue au § 1^{er} du présent article, pour la désignation d'un membre du comité de gestion représentant les communes associées et, s'il échet, les provinces associées, si tous les membres sont du même sexe.

Dans ce cas, un membre supplémentaire est nommé sur proposition de l'ensemble des communes associées.

Le membre ainsi nommé a, dans tous les cas, voix délibérative au comité de gestion de l'association.

§ 3. Chaque associé désigne directement son ou ses représentants au comité de gestion de l'association.

Le nombre minimal de membres du comité de gestion représentant l'ensemble des communes associées ne peut être inférieur à quatre.

Le nombre maximal de membres du comité de gestion est fixé à quinze.

§ 4. La présidence du comité de gestion de l'association revient de droit à un de ses membres ayant la qualité d' élu communal. Les communes disposent toujours de la majorité des voix.

§ 5. Le comité de gestion est compétent en matière de personnel. Le personnel de l'association de projet est soumis au régime contractuel. Il peut également être mis à disposition pour la durée de l'association de projet, par une commune associée.

§ 6. Le contrôle de la situation financière est confié à un réviseur nommé par le comité de gestion parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Le comité de gestion de l'association établit les comptes annuels et les soumet, en même temps que son rapport d'activité et le rapport du réviseur, à l'approbation des associés; la procédure d'approbation est définie statutairement.

L'approbation définitive est acquise dès qu'une majorité des associés s'est prononcée favorablement et a donné décharge au comité de gestion de l'association et au réviseur.

Art. L1522-5. § 1^{er}. Les réunions du comité de gestion de l'association ne sont pas publiques.

Les procès-verbaux détaillés, complétés par le rapport sur le vote des membres individuels et par tous les documents auxquels les procès-verbaux renvoient, peuvent être consultés par les conseillers communaux au secrétariat des communes associées, et le cas échéant, par les conseillers provinciaux des provinces associées au greffe de la province, sans préjudice des dispositions décrétales en matière de publicité de l'administration.

§ 2. Le comité de gestion de l'association établit un règlement d'ordre intérieur qui comprend au minimum les dispositions reprises à l'article L1523-14, 9^o.

Art. L1522-6. Sauf dans le cas de majorités qualifiées, les décisions sont prises à la majorité simple, celle-ci devant être atteinte tant au sein du comité de gestion de l'association dans son ensemble que dans le groupe des membres du comité de gestion de l'association nommés par les communes.

Art. L1522-7. Il n'y a aucune obligation quant à la constitution d'un capital social.

Lorsque cette obligation est prévue par les statuts, le capital fixe doit être libéré en numéraire par les participants à la constitution de l'association.

La participation globale des autres associés que communaux, personnes de droit privé ou de droit public, ne peut être supérieure à 49 % du capital social total.

Il est représenté par des parts dont la valeur et les droits sont définis statutairement.

Les apports immatériels à titre de représentation des biens non appréciables selon des critères économiques et les apports en nature sont appréciés sur la base d'un rapport de réviseur d'entreprises et représentés par des parts dont la valeur et les droits sont définis statutairement.

Les associés peuvent être rémunérés uniquement pour leur apport et ne sont responsables qu'à concurrence de celui-ci.

Un registre est annexé aux statuts, mentionnant chacun des associés et indiquant pour chacun d'eux les parts qui lui sont attribuées.

Art. L1522-8. La comptabilité est tenue conformément à la législation relative à la comptabilité des entreprises. Les règles applicables à la publicité des comptes des entreprises sont également applicables.

CHAPITRE III. — *Les intercommunales*

Section 1^{re}. — Les statuts

Art. L1523-1. Les intercommunales adoptent la forme juridique soit de la société anonyme, soit de la société coopérative à responsabilité limitée, soit de l'association sans but lucratif.

Les lois relatives aux sociétés commerciales et aux associations sans but lucratif sont, selon le cas, applicables aux intercommunales pour autant que les statuts n'y dérogent pas en raison de la nature spéciale de l'association.

En aucun cas, les intercommunales qui ont pris la forme d'associations sans but lucratif ne peuvent se livrer à des opérations industrielles et commerciales, ni chercher à procurer un gain matériel à leurs membres.

Le personnel de l'intercommunale est soumis à un régime statutaire et/ou contractuel. Le personnel de l'intercommunale est désigné sur la base d'un profil de fonction déterminé par le conseil d'administration et d'un appel à candidatures.

Art. L1523-2. Les statuts de l'intercommunale reprennent au moins, outre les mentions particulières prescrites par le Code des sociétés et la législation applicable aux asbl, les dispositions suivantes :

1. sa dénomination;
2. son objet ou ses objets;
3. le ou les secteurs d'activité;
4. sa forme juridique;
5. son siège social;
6. sa durée;
7. la désignation précise des associés, de leurs apports, de leurs cotisations et de leurs autres engagements;
8. la composition et les pouvoirs des organes de gestion de l'intercommunale, les modes de désignation et de révocation de leurs membres ainsi que la possibilité pour ceux-ci, à l'exception des délégués aux assemblées générales, de donner procuration à un autre membre du même organe qui sera désigné au sein de la catégorie à laquelle appartient le mandant;
9. le mode de communication aux associés des comptes annuels, du rapport du collège des contrôleurs aux comptes visé à l'article L1523-24, du rapport spécifique relatif aux prises de participation, du rapport de gestion de l'intercommunale, du plan stratégique ainsi que de tous autres documents destinés à l'assemblée générale;
10. l'affectation des bénéfices;
11. la prise en charge du déficit par les associés dès que l'actif net est réduit à un montant inférieur aux trois quarts du capital social;
12. les modalités de gestion de la trésorerie;
13. les modalités de retrait d'un associé;
14. le mode de liquidation, le mode de désignation des liquidateurs et la détermination de leurs pouvoirs et, sans préjudice de l'article L1523-22, la destination des biens et le sort du personnel en cas de dissolution;
15. le principe de la double signature pour les engagements de l'intercommunale, sauf délégation spéciale du conseil d'administration.

A la constitution de l'intercommunale, un plan financier dans lequel est justifié le montant du capital social est adressé à chacun des associés fondateurs et est tenu au siège social de l'intercommunale.

Art. L1523-3. Le siège social de l'intercommunale est établi dans une des communes associées, dans les locaux appartenant à l'intercommunale ou à une des personnes de droit public associées.

Art. L1523-4. La durée de l'intercommunale ne peut excéder trente années.

Toutefois, l'intercommunale peut être prorogée d'un ou plusieurs termes dont chacun ne peut dépasser trente ans.

Toute prorogation doit être décidée par l'assemblée générale au moins un an avant l'échéance du terme statutaire en cours.

La prorogation est acquise pour autant que les conseils communaux et, s'il échet, les conseils provinciaux concernés aient été appelés à en délibérer et pour autant que cette demande de prorogation recueille la majorité requise pour l'adoption des modifications statutaires.

Aucun associé ne peut cependant être tenu au-delà du terme fixé avant que n'intervienne la prorogation.

L'intercommunale ne peut prendre d'engagements pour un terme excédant sa durée qui rendrait plus difficile ou onéreux l'exercice par un associé du droit de ne pas participer à la prorogation.

Les associés ne sont pas solidaires. Ils sont tenus des engagements sociaux à concurrence du montant de leurs souscriptions.

Art. L1523-5. Les statuts peuvent prévoir la possibilité pour une commune de se retirer avant le terme de l'intercommunale.

En tout état de cause, tout associé peut se retirer dans les cas suivants :

1° après quinze ans à compter, selon le cas, du début du terme statutaire en cours ou de son affiliation, moyennant l'accord des deux tiers des voix exprimées par les autres associés, pour autant que les votes positifs émis comprennent la majorité des voix exprimées par les représentants des communes associées et sous réserve de l'obligation pour celui qui se retire de réparer le dommage évalué à dire d'experts, que son retrait cause à l'intercommunale et aux autres associés;

2° si un même objet d'intérêt communal au sens de l'article L1512-1 est confié dans une même commune à plusieurs intercommunales, régies ou organismes d'intérêt public, la commune peut décider de le confier pour l'ensemble de son territoire à une seule intercommunale, une seule régie ou à un seul organisme régional d'intérêt public concerné. Dans les hypothèses visées à l'alinéa précédent, lesquelles s'effectuent nonobstant toute disposition statutaire, aucun vote n'est requis. Seules les conditions prévues au 1° relatives à la réparation d'un dommage éventuel sont applicables;

3° en cas de restructuration dans un souci de rationalisation, une commune peut décider de se retirer de l'intercommunale dans laquelle elle est associée pour rejoindre une autre intercommunale, dans les conditions prévues au 1°;

4° unilatéralement, lorsque l'intercommunale est en défaut de mettre à exécution son objet social dans un délai de trois ans à compter de sa constitution.

Art. L1523-6. Les personnes de droit public associées à l'intercommunale ne peuvent s'engager que divisément et jusqu'à concurrence d'une somme déterminée.

Pour toute modification aux statuts qui entraîne pour les communes et, s'il échet, pour les provinces des obligations supplémentaires ou une diminution de leurs droits, les conseils communaux et, s'il échet, provinciaux doivent être mis en mesure d'en délibérer.

Section 2. — Les organes de l'intercommunale

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. L1523-7. Chaque intercommunale comprend au moins trois organes : une assemblée générale, un conseil d'administration et un comité de rémunération.

Le directeur général ou la personne qui occupe la position hiérarchique la plus élevée assiste aux séances de tous les organes avec voix consultative et n'est pas pris en considération pour le calcul de la représentation proportionnelle ni pour le calcul du nombre d'administrateurs.

Art. L1523-8. Quelle que soit la proportion des apports des diverses parties à la constitution du capital ou du fonds social, les communes disposent toujours de la majorité des voix ainsi que de la présidence dans les différents organes de gestion de l'intercommunale.

Art. L1523-9. Les décisions de tous les organes de l'intercommunale ne sont prises valablement que si elles ont obtenu, outre la majorité des voix exprimées, la majorité des voix des associés communaux présents ou représentés au sein de ces organes.

Les statuts peuvent prévoir des dispositions qui assurent la protection des intérêts des associés minoritaires, dans le respect des modalités de vote et de préséance telles qu'énoncées à l'alinéa précédent et à l'article L1523-8.

Art. L1523-10. § 1^{er}. Chaque organe adopte un règlement d'ordre intérieur qui reprend le contenu minimal fixé par l'assemblée générale conformément à l'article L1523-14. Il est soumis à la signature des membres de chaque organe dès leur entrée en fonction et reprend les modalités de consultation et les droits de visite des conseillers communaux tels que prévus à l'article L1523-13, § 2.

Ce règlement comprend le mode d'information préalable des projets de délibération qui concerne particulièrement un associé communal non représenté dans l'organe.

§ 2. Sauf cas d'urgence dûment motivée, la convocation à une réunion de l'un des organes de gestion se fait par écrit et à domicile au moins sept jours francs avant celui de la réunion. Elle contient l'ordre du jour. Les documents pourront être adressés par voie électronique. Tout point inscrit à l'ordre du jour devant donner lieu à une décision sera, sauf urgence dûment motivée, accompagné d'un projet de délibération qui comprend un exposé des motifs et un projet de décision.

En cas de décision portant sur les intérêts commerciaux et stratégiques, le projet de délibération peut ne pas contenir de projet de décision.

Sous-section 2. — L'assemblée générale

Art. L1523-11. Les délégués des communes associées à l'assemblée générale sont désignés par le conseil communal de chaque commune parmi les membres des conseils et collèges communaux, proportionnellement à la composition dudit conseil.

Le nombre de délégués de chaque commune est fixé à cinq parmi lesquels trois au moins représentent la majorité du conseil communal.

En cas de participation provinciale, il en va de même, *mutatis mutandis*, pour la représentation à l'assemblée générale de la ou des provinces associées.

Art. L1523-12. § 1^{er}. Chaque commune dispose à l'assemblée générale d'un droit de vote déterminé par les statuts ou le nombre de parts qu'elle détient.

Les délégués de chaque commune et, le cas échéant, de chaque province rapportent à l'assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil.

A défaut de délibération du conseil communal et, s'il échet, provincial, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente.

Toutefois, en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux administrateurs et aux membres du collège visé à l'article L1523-24, les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale ou provinciale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause.

§ 2. Toute modification statutaire ainsi que toute délibération relative à l'exclusion d'associés exigent la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués présents à l'assemblée générale, en ce compris la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués des associés communaux.

Art. L1523-13. § 1^{er}. Il doit être tenu, chaque année, au moins deux assemblées générales selon les modalités fixées par les statuts, sur convocation du conseil d'administration.

Au surplus, à la demande d'un tiers des membres du conseil d'administration, d'associés représentant au moins un cinquième du capital, ou du collège des contrôleurs aux comptes, l'assemblée générale doit être convoquée en séance extraordinaire.

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour ainsi que tous les documents y afférents.

Elles sont adressées à tous les associés au moins trente jours avant la date de la séance par simple lettre.

Les annexes y afférentes y sont jointes ou sont envoyées par la voie électronique.

Les membres des conseils communaux et/ou provinciaux intéressés peuvent assister en qualité d'observateurs aux séances sauf lorsqu'il s'agit de question de personnes.

Dans ce dernier cas, le président prononcera immédiatement le huis clos et la séance ne pourra être reprise en public que lorsque la discussion de cette question sera terminée.

§ 2. Les conseillers communaux et/ou provinciaux des communes et des provinces associées peuvent consulter les budgets, comptes et délibérations des organes de gestion et de contrôle des intercommunales.

Les conseillers communaux et/ou provinciaux des communes et/ou provinces associées peuvent visiter les bâtiments et services de l'intercommunale.

Sont exclus du bénéfice des droits de consultation et de visite visés aux alinéas précédents les conseillers communaux ou provinciaux élus sur des listes de partis qui ne respectent pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

L'absence de définition des modalités prévues au 9^o de l'article L1523-14 n'est pas suspensive de l'exercice des droits de consultation et de visite des conseillers communaux et/ou provinciaux.

§ 3. La première assemblée générale de l'exercice se tient durant le premier semestre et au plus tard le 30 juin et a nécessairement à son ordre du jour l'approbation des comptes annuels de l'exercice clôturé, lesquels intègrent une comptabilité analytique par secteur d'activité, ainsi que la liste des adjudicataires de marchés de travaux, de fournitures ou de services pour lesquels sont applicables toutes les dispositions obligatoires du cahier général des charges. Cette liste précise le mode de passation du marché en vertu duquel ils ont été désignés.

Elle entend le rapport de gestion et le rapport spécifique du conseil d'administration prévu à l'article L1512-5, le rapport du collège visé à l'article L1523-24 et adopte le bilan.

Après l'adoption du bilan, cette assemblée générale se prononce par un vote distinct sur la décharge des administrateurs et des membres du collège visé à l'article L1523-24.

Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission ni indication fautive dissimulant la situation réelle de la société et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

§ 4. La deuxième assemblée générale de l'exercice se tient durant le second semestre et au plus tard le 31 décembre. Elle se tient avant le premier lundi du mois de décembre l'année des élections communales.

L'assemblée générale de fin d'année suivant l'année des élections communales et l'assemblée générale de fin d'année suivant la moitié du terme de la législature communale ont nécessairement à leur ordre du jour l'approbation d'un plan stratégique pour trois ans, identifiant chaque secteur d'activité et incluant notamment un rapport permettant de faire le lien entre les comptes approuvés des trois exercices précédents et les perspectives d'évolution et de réalisation pour les trois années suivantes, ainsi que les budgets de fonctionnement et d'investissement par secteur d'activité.

Le projet de plan est établi par le conseil d'administration, présenté et débattu dans les conseils des communes et provinces associées et arrêté par l'assemblée générale.

Il contient des indicateurs de performance et des objectifs qualitatifs et quantitatifs permettant un contrôle interne dont les résultats seront synthétisés dans un tableau de bord.

Ce plan est soumis à une évaluation annuelle lors de cette seconde assemblée générale. Les modalités de publicité du plan stratégique seront déterminées par le Gouvernement wallon.

Art. L1523-14. Nonobstant toute autre disposition statutaire, l'assemblée générale est seule compétente pour :

1° l'approbation des comptes annuels et la décharge à donner aux administrateurs et aux membres du collège visé à l'article L1523-24;

2° l'approbation du plan stratégique et son évaluation annuelle;

3° la nomination et la destitution des administrateurs et des membres du collège visé à l'article L1523-24;

4° la fixation des indemnités de fonction et jetons de présence attribués aux administrateurs et, éventuellement, membres des organes restreints de gestion, dans les limites fixées par le Gouvernement wallon, et sur avis du comité de rémunération ainsi que les émoluments des membres du collège visé à l'article L1523-24;

5° la nomination des liquidateurs, la détermination de leurs pouvoirs et la fixation de leurs émoluments;

6° la démission et l'exclusion d'associés;

7° les modifications statutaires sauf si elle délègue au conseil d'administration le pouvoir d'adapter les annexes relatives à la liste des associés et aux conditions techniques et d'exploitation;

8° fixer le contenu minimal du règlement d'ordre intérieur de chaque organe de gestion. Ce règlement comprendra au minimum :

- l'attribution de la compétence de décider de la fréquence des réunions du ou des organes restreints de gestion;
- l'attribution de la compétence de décider de l'ordre du jour du conseil d'administration et du ou des organes restreints de gestion;

- le principe de la mise en débat de la communication des décisions;

- la procédure selon laquelle des points non inscrits à l'ordre du jour de la réunion des organes de l'intercommunale peuvent être mis en discussion;

- les modalités de rédaction des discussions relatives aux points inscrits à l'ordre du jour dans le procès-verbal des réunions des organes de l'intercommunale et les modalités d'application de celle-ci;

- le droit, pour les membres de l'assemblée générale, de poser des questions écrites et orales au conseil d'administration;

- le droit, pour les membres de l'assemblée générale, d'obtenir copie des actes et pièces relatifs à l'administration de l'intercommunale;

- les modalités de fonctionnement de la réunion des organes de l'intercommunale;

9° l'adoption des règles de déontologie et d'éthique à annexer au règlement d'ordre intérieur de chaque organe de gestion. Elles comprendront au minimum :

- l'engagement d'exercer son mandat pleinement;

- la participation régulière aux séances des instances;

- les règles organisant les relations entre les administrateurs et l'administration de l'intercommunale;

10° la définition des modalités de consultation et de visite visées à l'article L1523-13, § 2, alinéa 1^{er}, qui seront applicables à l'ensemble des organes de l'intercommunale et communiquées aux conseillers communaux et provinciaux des communes associées.

Sous-section 3. — Le conseil d'administration

Art. L1523-15. § 1^{er}. Sans préjudice du § 4, alinéa 2, du présent article, l'assemblée générale nomme les membres du conseil d'administration.

§ 2. Les administrateurs représentant les communes ou provinces associées sont de sexe différent.

§ 3. Sans préjudice du § 4 du présent article, les administrateurs représentant les communes associées sont désignés respectivement à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes associées conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral.

Pour le calcul de cette proportionnelle, il sera tenu compte des éventuels critères statutaires ainsi que des déclarations individuelles facultatives d'apparement ou de regroupement, pour autant que celles-ci soient transmises à l'intercommunale avant le 1^{er} mars de l'année qui suit celle des élections communales et provinciales.

Par contre, il n'est pas tenu compte pour le calcul de cette proportionnelle du ou desdits groupes politiques qui ne respecteraient pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

Aux fonctions d'administrateur réservées aux communes, ne peuvent être nommés que des membres des conseils ou collèges communaux.

Le présent paragraphe est applicable *mutatis mutandis* aux administrateurs représentant des provinces et des C.P.A.S. associés.

§ 4. Il est dérogé à la règle prévue au paragraphe 3, avant-dernier alinéa, du présent article, pour la désignation d'un administrateur représentant les communes associées et, s'il échet, les provinces associées, si tous les conseillers membres des organes issus des calculs de la règle y prévue sont du même sexe.

Dans ce cas, un administrateur supplémentaire est nommé par l'assemblée générale sur proposition de l'ensemble des communes associées.

L'administrateur ainsi nommé a, dans tous les cas, voix délibérative dans le conseil d'administration.

§ 5. Le nombre de membres du conseil d'administration ne peut être inférieur à dix unités ni supérieur à trente unités. Le nombre de sièges est fixé en fonction du nombre d'habitants de l'ensemble des communes associées de l'intercommunale.

Ce nombre est établi sur la base des chiffres de la population de droit, à la date du 1^{er} janvier de l'année des élections communales et provinciales, tels que publiés au *Moniteur belge* et à concurrence de cinq administrateurs par tranche entamée de cinquante mille habitants.

La répartition est fixée par les statuts de chaque intercommunale.

En tout état de cause, une intercommunale de maximum trois ou de maximum quatre associés communaux pourra compter respectivement un maximum de dix ou quinze administrateurs. Lorsque plus de quatre communes sont associées et qu'elles desservent moins de cent mille habitants, le conseil d'administration peut comprendre un maximum de quinze administrateurs.

§ 6. En cas d'admission d'un nouvel associé, la composition du conseil d'administration est revue, s'il échet, lors de la plus prochaine assemblée générale.

§ 7. Le conseil d'administration peut comprendre un ou plusieurs délégués du personnel qui siègent avec voix consultative.

Art. L1523-16. Chaque année, les administrateurs dressent un inventaire et établissent des comptes annuels par secteur d'activité et des comptes annuels consolidés.

Les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultats, la liste des adjudicataires et l'annexe qui forment un tout.

Ces documents sont établis conformément à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution sauf si les statuts ou des dispositions légales spécifiques y dérogent.

Les administrateurs établissent, en outre, un rapport dans lequel ils rendent compte de leur gestion.

Ce rapport de gestion comporte un commentaire sur les comptes annuels en vue d'exposer d'une manière fidèle l'évolution des affaires et la situation de la société.

Le rapport comporte également les données sur les événements survenus après la clôture de l'exercice.

Les administrateurs arrêtent l'évaluation du plan stratégique prévu à l'article L1523-13, § 4, et le rapport spécifique sur les prises de participation prévu à l'article L1512-5.

Afin de lui permettre de rédiger les rapports prévus à l'article L1523-13, § 3, le conseil d'administration de l'intercommunale remet au collège visé à l'article L1523-24 les pièces, avec le rapport de gestion, au moins quarante jours avant l'assemblée générale ordinaire.

Sous-section 4. — Le comité de rémunération

Art. L1523-17. Le conseil d'administration constitue en son sein un comité de rémunération.

Le comité de rémunération émet des recommandations à l'assemblée générale pour chaque décision relative aux jetons de présence, aux éventuelles indemnités de fonction et à tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux membres des organes de gestion.

Il fixe les rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, liés directement ou indirectement aux fonctions de direction.

Il dresse un règlement d'ordre intérieur qui explicite le cadre régissant son fonctionnement.

Le comité de rémunération est composé de cinq administrateurs désignés parmi les représentants des communes, provinces ou C.P.A.S. associés, à la représentation proportionnelle, de l'ensemble des conseils des communes, des provinces et des C.P.A.S. associés, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral, en ce compris le président du conseil d'administration qui préside le comité.

Les mandats au sein de ce comité sont exercés à titre gratuit.

Sous-section 5. — Les organes restreints de gestion

Art. L1523-18. § 1^{er}. Le conseil d'administration peut déléguer, sous sa responsabilité, une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs organes restreints de gestion notamment pour gérer un secteur d'activité particulier de l'intercommunale.

Les décisions sur la stratégie financière et sur les règles générales en matière de personnel ne peuvent faire l'objet d'une délégation par le conseil d'administration.

Les organes restreints de gestion sont des émanations du conseil d'administration. Ils sont composés de minimum quatre administrateurs désignés par le conseil d'administration à la proportionnelle de l'ensemble des conseils des communes, des provinces et des C.P.A.S. associés, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral.

Lorsque cet organe est créé pour gérer un secteur d'activité, la proportionnelle est calculée sur la base des communes, des provinces et des C.P.A.S. associés à ce secteur.

§ 2. Le nombre de membres de l'organe restreint de gestion lié à un secteur d'activité est limité au maximum au nombre d'administrateurs émanant des communes associées à ce secteur et se base sur le nombre de communes y associées.

La répartition est fixée par les statuts de chaque intercommunale.

Section 3. — La prépondérance provinciale et régionale

Art. L1523-19. § 1^{er}. Lorsqu'un associé provincial fait des apports dépassant la moitié du capital de l'intercommunale, hors parts privilégiées, les statuts peuvent prévoir par dérogation à l'article L1523-8 que :

1. la majorité des voix au sein des organes de gestion appartient à la province. Dans ce cas et sans préjudice de l'application de l'article L1523-9, les décisions de l'assemblée générale, du conseil d'administration et des organes restreints de gestion ne sont prises valablement que si elles ont obtenu la majorité des voix des associés provinciaux présents ou représentés au sein de ces organes;

2. la présidence du conseil d'administration est confiée à un membre du conseil provincial. Dans cette hypothèse, les éventuels mandats de vice-présidents ne peuvent pas être attribués aux représentants de cet associé provincial.

§ 2. Lorsque l'associé provincial assure la garantie de bonne fin de plus de la moitié des emprunts contractés par l'intercommunale, et pour autant que le montant global desdits emprunts atteigne au moins la moitié du capital de celle-ci, les statuts peuvent prévoir par dérogation à l'article L1523-8 que la présidence du conseil d'administration est confiée à un membre du conseil provincial. Dans cette hypothèse, les éventuels mandats de vice-présidents ne peuvent pas être attribués aux représentants de cet associé provincial.

Art. L1523-20. § 1^{er}. Lorsque la Région wallonne fait des apports dépassant la moitié du capital de l'intercommunale, les statuts peuvent prévoir, par dérogation à l'article L1523-8 et le cas échéant à l'article L1523-19, que :

1^o la majorité des voix au sein des organes de gestion appartient à la Région wallonne. Dans ce cas, les décisions de l'assemblée générale, du conseil d'administration et des organes restreints de gestion ne sont prises valablement que si elles ont obtenu la majorité des voix des représentants de la Région wallonne présents ou représentés au sein de ces organes;

2^o la présidence du conseil d'administration est confiée à un représentant de la Région wallonne. Dans cette hypothèse, les éventuels mandats de vice-présidents ne peuvent être attribués qu'à des représentants des associés communaux et provinciaux;

3^o la Région wallonne peut à tout moment notifier à l'intercommunale le remplacement d'un de ses représentants au sein de ses différents organes.

§ 2. En ce qui concerne les situations visées au paragraphe 1^{er}, les décisions des organes de gestion sont soumises au contrôle de deux commissaires du Gouvernement wallon, nommés et révoqués par lui, selon les modalités suivantes :

a) les commissaires du Gouvernement assistent avec voix consultative aux réunions des organes de gestion. Ils peuvent, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de l'intercommunale.

Ils peuvent requérir de tous les administrateurs, agents et préposés toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires à l'exécution de leur mandat. Ils peuvent en outre faire inscrire à l'ordre du jour du conseil d'administration toute question en rapport avec le respect de la réglementation, des statuts ou des obligations de l'intercommunale;

b) tout commissaire du Gouvernement dispose d'un délai de quatre jours francs pour prendre recours contre l'exécution de toute décision qu'il estime contraire à la loi, au décret, aux statuts ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif. Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le commissaire du Gouvernement y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance;

c) les commissaires exercent leur recours auprès du Gouvernement. Si, dans un délai de trente jours de recours, le Gouvernement wallon ne s'est pas prononcé, la décision est définitive. L'annulation de la décision est notifiée par le Gouvernement à l'intercommunale.

Section 4. — Dissolution et liquidation

Art. L1523-21. L'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de l'intercommunale avant l'expiration du terme fixé par les statuts qu'à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués des associés communaux, après que les conseils communaux des communes associées ont été appelés à délibérer sur ce point.

En outre, en cas d'application de l'article L1523-19, l'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de la société qu'à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués du ou des associés provinciaux, après que le ou les conseils provinciaux associés ont été amenés à délibérer sur ce point.

Art. L1523-22. En cas de dissolution avant terme, de non-prorogation ou de retrait de l'intercommunale, la commune ou l'association appelée à exercer tout ou partie de l'activité précédemment confiée à l'intercommunale est tenue de reprendre à son juste prix, selon une estimation réalisée à dire d'experts, les installations ou établissements situés sur son territoire et destinés exclusivement à la réalisation de l'objet social en ce qui la concerne ainsi que, suivant les modalités à déterminer entre les parties, le personnel de l'intercommunale affecté à l'activité reprise. Les biens reviennent cependant gratuitement à la commune dans la mesure où ils ont été financés totalement par celle-ci ou encore dès que ceux-ci, situés sur le territoire de la commune et affectés à son usage par l'intercommunale, ont été complètement amortis. Par contre, l'affectation des installations et établissements à usage commun ainsi que les charges y afférentes font l'objet d'un accord entre les parties, ainsi que les biens financés par l'intercommunale ou à l'aide de subsides d'autres administrations publiques qui ne sont pas amortis.

La commune qui se retire a, nonobstant toute disposition statutaire contraire, le droit à recevoir sa part dans l'intercommunale telle qu'elle résultera du bilan de l'exercice social au cours duquel le retrait devient effectif.

La reprise de l'activité de l'intercommunale par la commune ou une autre association ne prend cours qu'à partir du moment où tous les montants dus à l'intercommunale ont été effectivement payés à cette dernière, l'activité continuant entre-temps à être exercée par celle-ci.

Section 5. — Dispositions diverses

Art. L1523-23. § 1^{er}. La comptabilité de l'intercommunale est tenue selon la législation relative à la comptabilité des entreprises sauf si les statuts y dérogent, et ce, pour permettre la répartition des déficits et des bénéfices par secteur d'activité organisé par les statuts ou pour se conformer à des dispositions légales spécifiques inhérentes au domaine d'activité de l'intercommunale.

Par référence aux articles 92, 94, 95, 96, 143, 608, 616, 624 et 874 du Code des sociétés, les comptes annuels, le rapport du collège des contrôleurs aux comptes, le rapport spécifique relatif aux prises de participation, le plan stratégique tous les six ans ou le rapport d'évaluation annuel sur celui-ci, ainsi que le rapport de gestion de l'intercommunale, sont adressés chaque année à tous les membres des conseils communaux et provinciaux des communes et provinces associées, en même temps qu'aux associés et de la même manière, afin que soit organisé un débat dans chaque conseil ou dans une commission spéciale organisée à cette fin au sein du conseil.

L'ordre du jour de la séance du conseil communal suivant la convocation doit contenir un point relatif à l'approbation des comptes et un point relatif au plan stratégique.

§ 2. Chaque intercommunale est tenue de disposer d'une trésorerie propre, dont la gestion est organisée selon les modalités fixées par les statuts.

Les modalités de contrôle interne sont arrêtées par le conseil d'administration, qui désigne le responsable de la gestion des paiements et encaissements; en cas de secteur d'activité, l'organe restreint de gestion du secteur d'activité désigne le responsable de la gestion des paiements et encaissements du secteur concerné.

Art. L1523-24. § 1^{er}. Le collège des contrôleurs aux comptes est chargé de la surveillance de l'intercommunale.

§ 2. Le ou les réviseurs sont nommés par l'assemblée générale parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Le représentant de l'organe de contrôle régional précité est nommé sur la proposition de ce dernier par l'assemblée générale.

Art. L1523-25. La Région wallonne peut soumettre les intercommunales à la fiscalité pour les matières régionales.

CHAPITRE IV. — Les relations internationales

Art. L1524-1. Conformément aux conventions et aux traités internationaux applicables en la matière, les communes, les associations de projet et les intercommunales peuvent participer à des personnes morales de droit public dépassant les frontières nationales nonobstant le système juridique auquel ces personnes morales sont assujetties.

Les personnes morales assujetties à un système juridique étranger peuvent participer à une intercommunale si le droit de leur pays les y autorise.

*TITRE III. — Principes de bonne gouvernance**CHAPITRE 1^{er}. — Interdictions et incompatibilités*

Art. L1531-1. Nul ne peut représenter, au sein de l'intercommunale ou de l'association de projet, l'une des autorités administratives associées, s'il est membre d'un des organes de la société gestionnaire ou concessionnaire de l'activité pour laquelle l'intercommunale ou l'association de projet est créée.

Art. L1531-2. § 1^{er}. Il est interdit à tout administrateur d'une intercommunale ou à tout membre du comité de gestion d'une association de projet :

1° d'être présent à la délibération sur des objets auxquels il a un intérêt direct ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct;

2° de prendre part, directement ou indirectement, à des marchés passés avec l'intercommunale;

3° d'intervenir comme avocat, notaire ou homme d'affaires dans les procès dirigés contre l'intercommunale ou l'association de projet. Il ne peut, en la même qualité, plaider, donner des avis ou suivre aucune affaire litigieuse quelconque dans l'intérêt de l'intercommunale ou de l'association de projet.

La prohibition visée à l'alinéa 1^{er}, 1., ne s'étend pas au-delà des parents ou alliés jusqu'au deuxième degré lorsqu'il s'agit de présentation de candidats, de nominations, révocations ou suspensions.

§ 2. Il est interdit à tout membre d'un conseil communal ou provincial d'exercer dans les intercommunales et les associations de projet auxquelles sa commune ou sa province est associée plus de trois mandats exécutifs. Par mandat exécutif, on entend tout mandat conférant à son titulaire des pouvoirs délégués de décision ou s'exerçant dans le cadre d'un organe restreint de gestion.

A sa nomination, sous peine de ne pouvoir exercer ses fonctions, l'administrateur ou le membre du comité de gestion de l'association remplit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'est pas dans ce cas d'interdiction.

§ 3. Nul ne peut être désigné aux fonctions d'administrateur ou de membre du comité de gestion de l'association réservées aux autorités administratives associées, s'il exerce un mandat dans des organes de gestion et de contrôle d'une association de droit privé qui a pour objet une activité similaire susceptible d'engendrer dans son chef un conflit d'intérêts direct et permanent. L'administrateur ou le membre du comité de gestion de l'association remplit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'est pas dans ce cas d'interdiction.

§ 4. Le mandat de membre du collège visé à l'article L1523-24 ne peut être attribué à un membre des conseils communaux et provinciaux associés.

§ 5. Un conseiller communal, un échevin ou un bourgmestre d'une commune associée, un conseiller provincial, d'une province associée, un conseiller d'un centre public d'action sociale associé, ne peut être administrateur d'une intercommunale ou le membre du comité de gestion de l'association d'une association de projet s'il est membre du personnel de celle-ci.

§ 6. La personne qui occupe la position hiérarchique la plus élevée au sein du personnel d'une intercommunale ne peut être membre d'un collège provincial ou d'un collège communal d'une province ou d'une commune associée à celle-ci.

Cette disposition entre en vigueur le 15 octobre 2012 pour ce qui concerne les personnes visées à l'alinéa précédent déjà en fonction à l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 7. Est considéré comme empêché tout membre d'une intercommunale détenteur d'un mandat exécutif qui exerce la fonction de membre d'un Gouvernement.

CHAPITRE II. — Droits et devoirs

Art. L1532-1. § 1^{er}. A son installation, l'administrateur ou le membre du comité de gestion de l'association s'engage par écrit :

1° à veiller au fonctionnement efficace de l'organe de gestion;

2° à observer les règles de déontologie, en particulier en matière de conflits d'intérêts, d'usage d'informations privilégiées, de loyauté, de discrétion et de bonne gestion des deniers publics;

3° à développer et à mettre à jour ses compétences professionnelles dans les domaines d'activités de l'intercommunale ou de l'association de projet notamment en suivant les séances de formation et d'information dispensées par l'intercommunale ou l'association de projet lors de leur entrée en fonction et chaque fois que l'actualité liée à un secteur d'activité l'exige;

4° à veiller à ce que l'organe de gestion respecte la loi, les décrets et toutes les autres dispositions réglementaires ainsi que les statuts de l'intercommunale et de l'association de projet.

§ 2. Un représentant de l'intercommunale désigné par le conseil d'administration est chargé de commenter, au moins deux fois l'an, les comptes et le plan stratégique devant le conseil communal, provincial ou de l'action sociale, de la commune, de la province ou du C.P.A.S. associé. Un représentant de l'intercommunale peut également être désigné pour commenter devant les conseils respectifs de ces associés tout point particulier dont le conseil d'administration jugerait utile de débattre.

§ 3. 1° Les administrateurs ne contractent aucune responsabilité personnelle relative aux engagements de l'intercommunale.

Ils sont, conformément au droit commun, responsables de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

Ils sont solidairement responsables soit envers l'intercommunale, soit envers les tiers, de tous dommages et intérêts résultant d'infractions aux dispositions du Code des sociétés applicables aux sociétés coopératives à responsabilité limitée ou aux sociétés anonymes ainsi qu'aux statuts de l'intercommunale.

Ils ne seront déchargés de cette responsabilité, quant aux infractions auxquelles ils n'ont pas pris part, que si aucune faute ne leur est imputable et s'ils ont dénoncé ces infractions à l'assemblée générale la plus prochaine après qu'ils en auront eu connaissance.

2° Les membres du comité de gestion de l'association ne contractent aucune responsabilité personnelle relative aux engagements de l'association de projet.

Ils sont, conformément au droit commun, responsables de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion. Ils sont solidairement responsables, soit envers l'association de projet, soit envers les tiers, de tous dommages et intérêts résultant d'infractions aux dispositions statutaires de l'association de projet.

Ils ne seront déchargés de cette responsabilité, quant aux infractions auxquelles ils n'ont pas pris part, que si aucune faute ne leur est imputable et s'ils ont dénoncé ces infractions aux participants de l'association de projet dès qu'ils en auront eu connaissance.

§ 4. 1° L'assemblée générale peut révoquer à tout moment tout administrateur à la demande du conseil d'administration, pour violation du règlement d'ordre intérieur de l'organe dans lequel il est membre ou pour violation des engagements pris au § 1^{er}. L'assemblée générale entend préalablement l'administrateur. Dans cette hypothèse, les associés ne peuvent donner mandat impératif à leurs délégués.

2° Tout associé public à une association de projet peut révoquer à tout moment tout membre du comité de gestion de l'association qu'il aura désigné. Il entend préalablement l'administrateur.

Art. L1532-2. Tout membre d'un conseil communal et, s'il échet, provincial ou de l'action sociale exerçant, à ce titre, un mandat dans une intercommunale ou une association de projet est réputé de plein droit démissionnaire :

1° dès l'instant où il cesse de faire partie de ce conseil communal et, s'il échet, provincial ou de l'action sociale;

2° dès l'instant où il ne fait plus partie de la liste politique sur laquelle il a été élu de par sa volonté ou suite à son exclusion.

Tous les mandats dans les différents organes de l'intercommunale prennent fin immédiatement après la première assemblée générale qui suit le renouvellement des conseils communaux et, s'il échet, provinciaux; il est procédé, lors de la même assemblée générale, à l'installation des nouveaux organes.

Tous les mandats communaux et provinciaux au sein du comité de gestion de l'association de projet prennent fin immédiatement après la première réunion dudit comité de gestion qui suit le renouvellement des conseils communaux et, s'il échet, provinciaux, pour autant que ladite réunion intervienne après le 1^{er} mars de l'année qui suit celle des élections communales et provinciales à moins que toutes les communes et provinces associées, s'il échet, aient transmis les déclarations individuelles facultatives d'appareusement ou de regroupement de leurs membres. La désignation des membres du comité de gestion par les autres participants éventuels s'opère au cours du mois qui suit l'installation de leur propre conseil.

Art. L1532-3. Il peut être attribué un jeton de présence aux membres du comité de gestion de l'association de projet, par séance effectivement prestée. Le montant du jeton de présence ne pourra excéder les limites établies par le Gouvernement wallon.

Art. L1532-4. L'assemblée générale peut allouer des jetons de présence, par séance effectivement prestée, aux membres du conseil d'administration de l'intercommunale.

Elle peut allouer également aux membres de l'organe restreint de gestion, par séance effectivement prestée, un jeton de présence dont le montant est inférieur ou égal à ceux accordés aux membres du conseil d'administration.

Les membres qui assistent à plusieurs réunions du même organe de la même intercommunale qui ont lieu le même jour n'ont droit qu'à un seul jeton de présence.

Le montant du jeton de présence ne peut excéder les limites établies par le Gouvernement wallon.

Art. L1532-5. L'assemblée générale peut, en lieu et place de jetons de présence, allouer une indemnité de fonction aux administrateurs qui assurent une mission d'exécution ou de gestion journalière, dans les limites des conditions d'attribution établies par le Gouvernement wallon.

CHAPITRE III. — *Médiation et charte de l'utilisateur*

Art. L1533-1. § 1^{er}. Chaque intercommunale adhère à un service de médiation.

Le Gouvernement arrête les modalités d'adhésion, les règles de fonctionnement et de financement du service de médiation intercommunal de la Région wallonne.

§ 2. Chaque intercommunale rédige et adopte une charte des utilisateurs comprenant au minimum :

- les engagements de l'intercommunale en matière de service aux utilisateurs;
- les procédures de contestation ou réclamation mises à leur disposition;
- les dispositions existant en matière d'information pour les citoyens.

§ 3. Chaque intercommunale dispose d'un site internet à vocation informative et permettant de dispenser des services essentiels aux utilisateurs.

TITRE IV. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. L1541-1. § 1^{er}. Le présent Livre entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, sans préjudice du § 2.

§ 2. Les intercommunales existant au moment de l'entrée en vigueur du présent Livre et soumises au décret du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes mettront leurs statuts en conformité avec les dispositions du présent Livre avant le premier lundi du mois de décembre 2006, et ce, sans préjudice de l'alinéa qui suit.

La mise en place d'éventuels nouveaux organes prévus par le présent décret au sein des intercommunales se fait concomitamment à l'installation des nouveaux conseils d'administration à la suite des élections communales et provinciales du 8 octobre 2006.

Par dérogation éventuelle à l'article L1523-15, § 5, les organes de gestion existants des intercommunales soumises au décret du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes ne peuvent, dans le cadre des modifications de statuts visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, et du renouvellement des organes à la suite des élections communales et provinciales du 8 octobre 2006, compter un plus grand nombre de membres que le nombre de membres qu'ils comprennent au jour de l'entrée en vigueur du présent Livre.

Ce paragraphe n'est pas applicable en cas de fusion ou de restructuration d'intercommunales.

Art. L1541-2. Les règles prévues à l'article L1523-14, 8^o, devront être adoptées par l'assemblée générale au plus tard le 31 décembre 2007.

La mise en ligne du site internet tel que prévu à l'article L1533-1, § 3, devra avoir lieu pour le 31 décembre 2007.

La charte des utilisateurs devra être élaborée pour le 31 janvier 2009.

Avant l'entrée en vigueur du décret habilitant l'organe de contrôle régional dont question à l'article L1523-24, le contrôle de l'intercommunale sera assuré par un ou plusieurs réviseurs.

Art. L1541-3. L'article 28 de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales est abrogé. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 juillet 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,

Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—
Note

(1) Session 2005-2006.

Documents du Conseil 403 (2005-2006), n^{os} 1 à 36.

Compte rendu intégral, séance publique du 19 juillet 2006.

Discussion. Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 3178

[2006/202773]

19. JULI 2006 — Dekret zur Abänderung des Buchs V des ersten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung und des Buchs I des dritten Teils desselben Kodex

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Einziger Artikel - Die Artikel 1 bis 34 des Dekrets vom 5. Dezember 1996 über die wallonischen Interkommunalen, eingefügt in das Buch V des ersten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, sowie Artikel L1511-1 bis L1551-3 und der Titel des Buches V werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«BUCH V — Zusammenarbeit zwischen Gemeinden

TITEL I — Allgemeine Bestimmungen

KAPITEL I — Anwendungsbereich

Art. L1511-1 - Das vorliegende Buch findet Anwendung auf die Zusammenarbeiten zwischen Gemeinden, deren Zuständigkeitsgebiet die Grenzen der Wallonischen Region nicht überschreitet.

KAPITEL II — Formen der Zusammenarbeit

Abschnitt 1 — Vereinbarungen zwischen Gemeinden

Art. L1512-1 - Die Gemeinden können unter sich Vereinbarungen über Zwecke gemeindlichen Interesses abschließen.

Abschnitt 2 — Projektvereinigungen

Art. L1512-2 - Mehrere Gemeinden können eine mit der Rechtspersönlichkeit versehene Zusammenarbeitsstruktur schaffen, um die Planung, die Durchführung und die Kontrolle eines Projekts gemeindlichen Interesses zu gewährleisten.

Jegliche Person des öffentlichen oder privaten Rechts darf unter den in den Statuten bestimmten Bedingungen daran teilnehmen.

Abschnitt 3 — Interkommunale Vereinigungen

Art. L1512-3 - Unter den im vorliegenden Buch vorgesehenen Bedingungen können verschiedene Gemeinden Vereinigungen mit bestimmten Gemeindeinteressen bilden.

Diese Vereinigungen werden weiter unten Interkommunalen genannt.

Art. L1512-4 - Alle anderen Personen des öffentlichen oder privaten Rechts dürfen den Interkommunalen ebenfalls angehören.

Unbeschadet bestehender Mitgliedschaften wird jede Beteiligung der Wallonischen Region an einer Interkommunale durch Dekret genehmigt und festgelegt.

Art. L1512-5 - Die Interkommunalen dürfen sich am Kapital irgendwelcher Gesellschaft beteiligen, wenn diese Beteiligung zur Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks beitragen kann.

Jede Beteiligung am Kapital einer Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat beschlossen; ein spezifischer Bericht über diese Beschlüsse wird der Generalversammlung gemäß Artikel L1523-13 § 3 vorgestellt.

Wenn die Beteiligung an einer Gesellschaft mindestens einem Zehntel ihres Kapitals oder mindestens einem Fünftel des Eigenkapitals der Interkommunale entspricht, muss die Beteiligung allerdings durch die Generalversammlung mit der einfachen Mehrheit der anwesenden Stimmen beschlossen werden, wobei ebenfalls die einfache Mehrheit der durch die Vertreter der angeschlossenen Gemeindegesschafter abgegebenen Stimmen erreicht werden muss.

Abschnitt 4 — Gemeinsame Bestimmungen

Art. L1512-6 - § 1 - Die Projektvereinigungen und die Interkommunalen erfüllen ungeachtet ihres Gesellschaftszwecks öffentliche Aufgaben und sind aus diesem Grunde juristische Personen des öffentlichen Rechts.

Sie haben keinen Handelscharakter.

Der öffentliche Charakter der Projektvereinigungen und der Interkommunalen überwiegt sowohl in ihren Verhältnissen mit ihren Gesellschaftern, mit ihren Bediensteten oder mit jedem Dritten als auch in allen internen oder externen Mitteilungen.

§ 2 - Als solche dürfen die Projektvereinigungen und die Interkommunalen in eigenem Namen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken durchführen, Anleihen aufnehmen, unentgeltliche Zuwendungen annehmen und Zuschüsse von den öffentlichen Behörden empfangen.

Alle Einlagen und alle Anschaffungen müssen für die Verwirklichung des Gesellschaftszwecks der Projektvereinigung oder der Interkommunale verwendet werden.

§ 3 - In allen Urkunden, Rechnungen, Ankündigungen, Veröffentlichungen und sonstigen von den Projektvereinigungen oder den Interkommunalen ausgehenden Unterlagen muss der Wortlaut "Projektvereinigung" oder "Interkommunale" unmittelbar vor oder nach dem Gesellschaftsnamen leserlich geschrieben werden.

In all diesen Fällen werden die Projektvereinigungen oder die Interkommunalen ihre eigene Bezeichnung und ggf. ihr Kürzel verwenden.

TITEL II — Arbeitsmodalitäten

KAPITEL I — Vereinbarungen zwischen Gemeinden

Art. L1521-1 - Die zwischen Gemeinden abgeschlossene Vereinbarung umfasst wenigstens die Bestimmungen über die Dauer und ihre eventuelle Verlängerung, die Möglichkeit ihrer Auflösung, die eventuellen Einlagen der teilnehmenden Gemeinden und die Modalitäten zur Verwaltung dieser Einlagen, die interne Organisation, die gegenseitigen Rechte und Pflichten und die finanziellen Auswirkungen, die Information der Gemeinden, die jährliche Bewertung durch die Gemeinderäte, die Festlegung der finanziellen Bewegungen, die Verwendung des Ergebnisses, die Finanzkontrolle und die Aufteilung der eventuellen Aktiva am Ablauf der Vereinbarung.

Art. L1521-2 - In der Vereinbarung kann bestimmt werden, dass eine der Gemeinden, die an der Vereinbarung beteiligt ist, als Verwalter benannt wird.

Um die Vereinbarung in die Tat umzusetzen, kann die verwaltende Gemeinde die Mitglieder ihres Personals beschäftigen und/oder die Mitwirkung des Personals der anderen Gemeinden, die an der Vereinbarung beteiligt sind, anfordern, und dies in Anwendung der Bedingungen, die in der Vereinbarung festgelegt sind.

Art. L1521-3 - Gegebenenfalls wird für die Vereinbarung ein spezifischer geschäftsführender Ausschuss gebildet, der mindestens aus einem Vertreter pro Gemeinde besteht, der unter den Mitgliedern der Gemeinderäte oder -kollegien proportional zu den gesamten an der Vereinbarung teilnehmenden Gemeinden benannt wird und damit beauftragt wird, über die Modalitäten für die Umsetzung der Vereinbarung zu beraten.

Wenn nötig gibt der geschäftsführende Ausschuss für die verwaltende Gemeinde bestimmte Gutachten ab, legt er die finanziellen Bewegungen fest, die sich aus der Vereinbarung ergeben und legt diese den Räten der an der Vereinbarung teilnehmenden Gemeinden zur Information vor.

Das Mandat innerhalb des geschäftsführenden Ausschusses wird unentgeltlich ausgeübt.

KAPITEL II — Projektvereinigungen

Art. L1522-1 - § 1 - Die Projektvereinigung wird für einen Höchstzeitraum von sechs Jahren durch Beschluss der betroffenen Gemeinderäte gegründet.

Kein Austritt ist möglich vor der bei der Gründung der Projektvereinigung festgelegten Frist.

Sie kann für einen Zeitraum, der sechs Jahre nicht überschreitet, verlängert werden, ohne jedoch dass dieser Verlängerungsbeschluss bei einer späteren gemeindlichen Legislaturperiode wirksam wird.

Am Ablauf der Vereinigung wird diese aufgelöst. Die Zweckbestimmung der auf der Grundlage eines Enteignungserlasses erworbenen Güter muss zu gemeinnützigen Zwecken beibehalten werden.

§ 2 - Die Statuten umfassen wenigstens:

1. den Namen der Projektvereinigung;
2. ihren Gegenstand;
3. ihren Gesellschaftssitz;
4. ihre Existenzdauer;
5. die genaue Bezeichnung der Gesellschafter, ihrer eventuellen Einlagen und ihrer sonstigen Verpflichtungen;
6. die Zusammensetzung und die Befugnisse des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung, die Modalitäten für die Beschlussfassungen, die Art und Weise der Benennung und Absetzung ihrer Mitglieder sowie die Möglichkeit für letztere, einem anderen Mitglied des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung Vollmacht zu erteilen;
7. die Verwendung der eventuellen Gewinne und die Modalitäten für die jährliche Übernahme der eventuellen Defizite der Projektvereinigung durch die Gesellschafter;
8. den Liquidationsmodus, die Art und Weise, wie die Liquidatoren bestellt werden, die Festlegung ihrer Befugnisse und im Falle der Auflösung die Bestimmung der Güter und das Los des Personals.

Bei der Gründung der Projektvereinigung wird jedem Gesellschafter ein Finanzplan zugesandt.

Art. L1522-2 - Jede Projektvereinigung wird durch eine authentische Urkunde gegründet, die vor dem Bürgermeister der Gemeinde ihres Sitzes oder vor Notar in Gegenwart der Vertreter der anderen angeschlossenen Gemeinden, die zu diesem Zweck bevollmächtigt werden, abgeschlossen wird.

Unbeschadet der gesetzlichen Bestimmungen über die Einbringung von Gebäuden tritt die Urkunde am Datum ihrer Unterzeichnung in Kraft.

Der konstitutive Akt umfasst die Statuten.

Er wird innerhalb von dreißig Tagen nach der Gründung vollständig in den Anlagen zum *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht und gleichzeitig am Sitz der Vereinigung, wo er durch alle eingesehen werden kann, hinterlegt.

Art. L1522-3 - Vorschläge zu Abänderungen der Statuten erfordern die Zweidrittelmehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung, einschließlich der Zweidrittelmehrheit der Stimmen derjenigen Mitglieder des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung, die die angeschlossenen Gemeinden vertreten.

Diese Abänderungen müssen durch die Gesellschafter unter den für den konstitutiven Akt erforderlichen Bedingungen angenommen werden.

Art. L1522-4 - § 1 - Die Projektvereinigung verfügt nur über einen geschäftsführenden Ausschuss, dessen Vertreter der angeschlossenen Gemeinden und gegebenenfalls der angeschlossenen Provinzen jeweils im Verhältnis zu der Gesamtheit der Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden und gegebenenfalls der Gesamtheit der Provinzialräte der angeschlossenen Provinzen gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches benannt werden. Für die Festsetzung dieses Verhältnisses werden die fakultativen individuellen Listenverbindungs- bzw. Zusammenführungserklärungen berücksichtigt.

Für die Festsetzung dieses Verhältnisses wird/werden die Fraktion bzw. Fraktionen, die die demokratischen Grundsätze nicht einhalten würden, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in den in Belgien rechtsgültigen zusätzlichen Protokollen zu dieser Konvention, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden und diejenigen, die Verwalter einer Vereinigung zur Zeit der Taten waren, aufgrund deren sie wegen eines der im Gesetz vom 30. Juli 1981 oder im Gesetz vom 23. März 1995 vorgesehenen Verstöße verurteilt wurden, nicht berücksichtigt.

Zu den für die angeschlossenen Gemeinden und gegebenenfalls Provinzen vorbehaltenen Ämtern als Mitglieder des geschäftsführenden Ausschusses dürfen nur Mitglieder der Gemeinderäte oder -kollegien und gegebenenfalls der Provinzialräte oder -kollegien ernannt werden.

Der vorliegende Absatz findet *mutatis mutandis* auf die Mitglieder des geschäftsführenden Ausschusses, die die angeschlossenen ÖSHZ vertreten, Anwendung.

§ 2 - Für die Bestimmung eines Mitglieds des geschäftsführenden Ausschusses, das die angeschlossenen Gemeinden und ggf. die angeschlossenen Provinzen vertritt, wird von der in § 1 des vorliegenden Artikels vorgesehenen Regel abgewichen, wenn die gesamten Mitglieder gleichen Geschlechts sind.

In diesem Fall wird ein zusätzliches Mitglied auf Vorschlag der Gesamtheit der angeschlossenen Gemeinden ernannt.

Das so ernannte Mitglied verfügt in allen Fällen über eine beschließende Stimme im geschäftsführenden Ausschuss der Vereinigung.

§ 3 - Jeder Gesellschafter bestimmt direkt seinen oder seine Vertreter beim geschäftsführenden Ausschuss der Vereinigung.

Die Mindestanzahl der Mitglieder des geschäftsführenden Ausschusses, die die Gesamtheit der angeschlossenen Gemeinden vertreten, darf nicht unter vier liegen.

Die Höchstanzahl der Mitglieder des geschäftsführenden Ausschusses wird auf fünfzehn festgelegt.

§ 4 - Der Vorsitz des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung wird von Amts wegen einem seiner Mitglieder, der die Eigenschaft eines kommunalen Mandatsträgers hat, anvertraut. Die Gemeinden verfügen immer über die Stimmenmehrheit.

§ 5 - Der geschäftsführende Ausschuss ist in Sachen Personal zuständig. Das Personal der Projektvereinigung wird vertraglich angestellt. Es kann ebenfalls für die Dauer der Projektvereinigung durch eine angeschlossene Gemeinde zur Verfügung gestellt werden.

§ 6 - Die Überprüfung der finanziellen Lage wird einem Revisor anvertraut, der vom geschäftsführenden Ausschuss unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren ernannt wird.

Der geschäftsführende Ausschuss der Vereinigung stellt die Jahresabschlüsse fest und legt sie zusammen mit seinem Tätigkeitsbericht und dem Bericht des Revisors zur Billigung der Gesellschafter vor; das Billigungsverfahren wird in den Statuten festgelegt.

Die endgültige Billigung wird erlangt, sobald sich eine Mehrheit der Gesellschafter günstig geäußert hat und dem geschäftsführenden Ausschuss der Vereinigung und dem Revisor Entlastung erteilt worden ist.

Art. L1522-5 - § 1 - Die Versammlungen des Verwaltungsrats der Vereinigung sind nicht öffentlich.

Die ausführlichen Protokolle, ergänzt durch den Bericht über die Abstimmung der individuellen Mitglieder und durch die gesamten Unterlagen, auf die in den Protokollen hingewiesen wird, können durch die Gemeinderatsmitglieder im Sekretariat der angeschlossenen Gemeinden und ggf. durch die Provinzialratsmitglieder der angeschlossenen Provinzen im Provinzialsekretariat eingesehen werden, unbeschadet der Dekretsbestimmungen in Sachen Öffentlichkeit der Verwaltung.

§ 2 - Der geschäftsführende Ausschuss der Vereinigung legt eine Geschäftsordnung fest, die wenigstens die in Artikel L1523-14, 9^o erwähnten Bestimmungen umfasst.

Art. L1522-6 - Außer im Falle von qualifizierten Mehrheiten werden die Beschlüsse mit der einfachen Mehrheit gefasst. Diese muss sowohl innerhalb des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung in seiner Gesamtheit als auch in der Gruppe der durch die Gemeinden ernannten Mitglieder des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung erreicht werden.

Art. L1522-7 - Es gibt keine Pflicht hinsichtlich der Bildung eines Gesellschaftskapitals.

Wenn diese Pflicht in den Statuten vorgesehen ist, muss das feste Kapital durch die Teilnehmer bei der Gründung der Vereinigung in Bar eingezahlt werden.

Der gesamte Anteil der Gesellschafter, die keine gemeindlichen Gesellschafter sind, ob Personen des öffentlichen oder privaten Rechts, darf 49% des gesamten Gesellschaftskapitals nicht überschreiten.

Es besteht aus Einlagen, deren Wert und Rechte in den Statuten festgelegt werden.

Die immateriellen Einlagen, die nach wirtschaftlichen Kriterien nicht schätzbaren Gütern entsprechen, und die Sacheinlagen werden auf der Grundlage des Berichts eines Betriebsrevisors eingeschätzt und bestehen aus Einlagen, deren Wert und Rechte in den Statuten festgelegt werden.

Die Gesellschafter dürfen nur für ihre jeweiligen Einlagen entlohnt werden und sind nur im Verhältnis zu diesen Einlagen verantwortlich.

Ein Register wird den Statuten beigelegt, in dem jeder der Gesellschafter sowie für jeden von ihnen die Einlagen, die ihnen zugeteilt sind, angegeben werden.

Art. L1522-8 - Die Bücher werden gemäß der Gesetzgebung über die Buchhaltung der Unternehmen geführt. Die auf die Öffentlichkeit der Bücher der Unternehmen anwendbaren Regeln finden ebenfalls Anwendung.

KAPITEL III — Interkommunalen

Abschnitt 1 — Die Statuten

Art. L1523-1 - Die Interkommunalen nehmen entweder die Rechtsform der Aktiengesellschaft oder die der Genossenschaft mit beschränkter Haftung oder aber die der Vereinigung ohne Erwerbszweck an.

Auf die Interkommunalen finden entweder die Gesetze über die Handelsgesellschaften oder diejenigen über die Vereinigungen ohne Erwerbszweck Anwendung, sofern die Statuten wegen der besonderen Art der Vereinigung von den besagten Gesetzen nicht abweichen.

Auf keinen Fall dürfen die Interkommunalen, die die Form einer Vereinigung ohne Erwerbszweck angenommen haben, industrielle oder Handelsgeschäfte tätigen oder versuchen, ihren Mitgliedern einen materiellen Gewinn zu verschaffen.

Das Personal der Interkommunale besteht aus statutarischen und/oder vertraglich angestellten Mitgliedern. Das Personal der Interkommunale wird auf der Grundlage eines vom Verwaltungsrat bestimmten Funktionsprofils und eines Kandidaten-Aufrufs benannt.

Art. L1523-2 - Außer den zu dem Gesetzbuch über die Gesellschaften und der auf die VoE anwendbaren Gesetzgebung vorgeschriebenen besonderen Angaben umfassen die Statuten wenigstens die folgenden Bestimmungen:

1. ihre Bezeichnung;
2. ihre(n) Gesellschaftszweck(e);
3. den oder die Tätigkeitsbereich(e);

4. ihre Rechtsform;
5. ihren Gesellschaftssitz;
6. ihre Existenzdauer;
7. die genaue Bezeichnung der Gesellschafter, ihrer Einlagen, ihrer Beiträge und ihrer sonstigen Verpflichtungen;
8. die Zusammensetzung und die Befugnisse der Verwaltungsorgane der Interkommunale, die Art und Weise der Benennung und Absetzung ihrer Mitglieder sowie die Möglichkeit für letztere, mit Ausnahme der Vertreter bei den Generalversammlungen, einem anderen Mitglied desselben Organs Vollmacht zu erteilen, wobei der Bevollmächtigte aus der Mitte der Kategorie bestimmt wird, der der Vollmachtgeber angehört;
9. die Art und Weise, wie die Jahresabrechnung, der Bericht des in Artikel L1523-24 erwähnten Kollegiums der Bücherrevisoren, der spezifische Bericht über die Beteiligungen, der Verwaltungsgericht der Interkommunale, der strategische Plan sowie alle anderen für die Generalversammlung bestimmten Dokumente den Gesellschaftern mitgeteilt werden;
10. die Zweckbestimmung der eventuellen Gewinne;
11. die Übernahme des Defizits durch die Gesellschafter, sobald das Nettoaktivvermögen auf einen Betrag von weniger als drei Viertel des Gesellschaftskapitals reduziert wird;
12. die Modalitäten der Kassenführung;
13. die Ausscheidungsmodalitäten eines Gesellschafters;
14. den Liquidationsmodus, die Art und Weise, wie die Liquidatoren bestellt werden, die Festlegung ihrer Befugnisse und unbeschadet des Artikels L1523-22, im Falle der Auflösung der Gesellschaft, die Bestimmung der Güter und das Los des Personals;
15. das Prinzip der doppelten Unterschrift für die Verpflichtungen der Interkommunale, sofern der Verwaltungsrat keine besondere Vollmacht erteilt.

Bei der Gründung der Interkommunale wird jedem gründenden Gesellschafter ein Finanzplan, in dem der Betrag des Gesellschaftskapitals begründet wird, zugesandt. Dieser Plan wird am Gesellschaftssitz der Interkommunale aufbewahrt.

Art. L1523-3 - Der Gesellschaftssitz der Interkommunale befindet sich in einer der angeschlossenen Gemeinden, in Räumlichkeiten, die der Interkommunale oder einer der angeschlossenen Personen des öffentlichen Rechts gehören.

Art. L1523-4 - Die Existenzdauer der Interkommunale darf dreißig Jahre nicht überschreiten.

Die Interkommunale darf allerdings um eine oder mehrere Fristen verlängert werden, von denen keine eine Dauer von dreißig Jahren überschreiten darf.

Jede Verlängerung muss durch die Generalversammlung mindestens ein Jahr vor dem Ablauf der in den Statuten festgelegten, laufenden Frist beschlossen werden.

Die Verlängerung wird erst dann erlangt, wenn die betroffenen Gemeinde- und gegebenenfalls Provinzialräte dazu aufgerufen worden sind, darüber zu beraten, und sofern das Gesuch um Verlängerung die für die Annahme von Statutenänderungen erforderliche Mehrheit erhält.

Kein Gesellschafter darf jedoch über die festgelegte Frist hinaus gebunden werden, ehe die Verlängerung in Kraft tritt.

Die Interkommunale darf für eine ihre Existenzdauer überschreitende Frist keine Verpflichtungen eingehen, die die Ausübung durch einen Gesellschafter des Rechts, sich an der Verlängerung nicht zu beteiligen, schwerer und teurer machen würden.

Die Gesellschafter sind nicht gesamtschuldnerisch. Sie haften für die gesellschaftlichen Verpflichtungen nur im Verhältnis zum Betrag ihrer Zeichnungen.

Art. L1523-5 - Die Statuten können die Möglichkeit für eine Gemeinde vorsehen, vor Ablauf der Existenzdauer der Interkommunale aus ihr auszutreten.

Auf jeden Fall darf jeder Gesellschafter in den folgenden Fällen austreten:

1° je nach Fall, nach fünfzehn Jahren ab dem Anfang der laufenden, in den Statuten festgelegten Frist oder seiner Mitgliedschaft, und zwar mit dem Beifall von zwei Dritteln der Stimmen, die von den anderen Gesellschaftern abgegeben werden, vorausgesetzt dass die positiven Stimmen die Mehrheit der von den Vertretern der angeschlossenen Gemeinden abgegebenen Stimmen umfassen und unter Vorbehalt, dass derjenige, der austritt, den Schaden ersetzt, den sein Ausscheiden nach Schätzung von Sachkundigen der Interkommunale und den anderen Gesellschaftern zufügt;

2° wenn eine selbe im Sinne von Artikel L1512-1 die Gemeindeinteressen angehende Aktivität in einer selben Gemeinde verschiedenen Interkommunalen, Regien oder öffentlichen Einrichtungen anvertraut wird, darf die Gemeinde den Beschluss fassen, diese Aktivität für ihr gesamtes Gebiet einer einzigen Interkommunale oder einer einzigen betroffenen öffentlichen Einrichtung anzuvertrauen. In der im vorangehenden Absatz beschriebenen Annahme, die ungeachtet aller statutengemäßen Bestimmungen erfolgt, ist keine Wahl erforderlich. Nur die im Punkt 1 festgelegten Bedingungen über den Ersatz eines eventuellen Schadens finden Anwendung;

3° im Falle einer Umstrukturierung im Hinblick auf eine Rationalisierung kann eine Gemeinde beschließen, unter dem im Punkt 1 vorgesehenen Bedingungen aus der Interkommunale, in der sie Gesellschafter ist, auszutreten, um in eine andere Interkommunale einzutreten;

4° wenn die Interkommunale innerhalb einer Frist von drei Jahren ab ihrer Gründung der Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks nicht nachkommt, kann der Gesellschafter einseitig seinen Austritt beschließen.

Art. L1523-6 - Die der Interkommunale angeschlossenen Personen öffentlichen Rechts dürfen sich nur getrennt und bis zu einer bestimmten Summe verpflichten.

Bezüglich jeder Statutenänderung, die für die Gemeinden und gegebenenfalls die Provinzen zusätzliche Verpflichtungen oder eine Minderung ihrer Rechte mit sich bringt, müssen die Gemeinderäte und gegebenenfalls Provinzialräte in den Stand gesetzt werden, darüber zu beraten.

Abschnitt 2 — Organe der Interkommunale

Unterabschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. L1523-7 - Jede Interkommunale verfügt über mindestens drei Organe: eine Generalversammlung, einen Verwaltungsrat und einen Entlohnungsausschuss.

Der Generaldirektor oder die Person, die die höchste hierarchische Stellung hat, wohnt den Sitzungen der gesamten Organe mit beratender Stimme bei und wird weder für die Berechnung der verhältnismäßigen Vertretung noch für die Berechnung der Anzahl Verwalter berücksichtigt.

Art. L1523-8 - Was das Verhältnis der Einlagen der verschiedenen Parteien zur Bildung des Gesellschafts- oder Grundkapitals auch sein mag, die Gemeinden verfügen immer über die Mehrheit der Stimmen und über den Vorsitz in den verschiedenen Verwaltungsorganen der Interkommunale.

Art. L1523-9 - Die Beschlüsse aller Organe der Interkommunale sind nur dann gültig, wenn sie außer der Mehrheit der abgegebenen Stimmen auch die Stimmenmehrheit der in diesen Organen anwesenden oder vertretenen Gemeindeglieder erhalten haben.

Die Statuten können Bestimmungen vorsehen, die unter Beachtung der Wahl- und Vortrittsmodalitäten im Sinne des vorangehenden Absatzes und des Artikels L1523-8 den Schutz der Belange der Gesellschafter gewährleisten, die einer Minderheit angehören.

Art. L1523-10 - § 1 - Jedes Organ verabschiedet eine Geschäftsordnung, die den durch die Generalversammlung gemäß Artikel L1523-14 festgelegten Mindestinhalt umfasst. Sie wird den Mitgliedern eines jeden Organs sofort nach ihrem Amtsantritt zur Unterschrift vorgelegt und gibt die Einsichtsmodalitäten und Besichtigungsrechte der Gemeinderatsmitglieder, wie in Artikel L1523-13 § 2 vorgesehen, an.

Diese Geschäftsordnung gibt die Art und Weise der vorherigen Information über die Beschlussentwürfe an, die einen Gemeindeglieder, der im Organ nicht vertreten ist, besonders betreffen.

§ 2 - Außer in gebührend begründeten, dringenden Fällen erfolgt die Einberufung zu einer Versammlung eines der Verwaltungsorgane per wenigstens sieben volle Tage vor dem Tag der Versammlung an den Wohnsitz geschickten Brief. Dieses Schreiben enthält die Tagesordnung. Die Unterlagen können auf elektronischem Wege mitgeteilt werden. Jeglicher auf der Tagesordnung eingetragene Punkt, der Anlass zu einem Beschluss geben kann, wird außer bei gebührend begründeter Dringlichkeit mit einem Beratungsentwurf versehen, der eine Darlegung der Beweggründe und einen Beschlussentwurf enthält.

Im Falle eines Beschlusses, der kommerzielle und strategische Interessen betrifft, kann der Beratungsentwurf keinen Beschlussentwurf beinhalten.

Unterabschnitt 2 — Generalversammlung

Art. L1523-11 - Die Vertreter der angeschlossenen Gemeinden bei der Generalversammlung werden durch den Gemeinderat einer jeden Gemeinde unter den Mitgliedern der Gemeinderäte und -kollegien im Verhältnis zur Zusammensetzung des genannten Rates benannt.

Die Anzahl der Vertreter jeder Gemeinde ist auf fünf festgesetzt, worunter mindestens drei die Mehrheit im Gemeinderat vertreten.

Im Falle der Beteiligung einer Provinz wird die Vertretung der angeschlossenen Provinz(en) in der Generalversammlung *mutatis mutandis* bestimmt.

Art. L1523-12 - § 1 - Jede Gemeinde verfügt in der Generalversammlung über ein Stimmrecht, das durch die Statuten oder durch die Anzahl Anteile, über die sie verfügt, bestimmt wird.

Die Vertreter jeder Gemeinde und gegebenenfalls jeder Provinz vertreten vor der Generalversammlung das Verhältnis der in ihrem jeweiligen Rat abgegebenen Stimmen.

In Ermangelung eines Beschlusses des Gemeinde- oder gegebenenfalls Provinzialrats verfügt jeder Vertreter über ein Stimmrecht, das dem Fünftel der dem Gemeinde- oder gegebenenfalls Provinzialgesellschaften, den er vertritt, zugewiesenen Anteile entspricht.

Was die Genehmigung der Jahresabrechnung, die Abstimmung der Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und der Mitglieder des in Artikel L1523-24 erwähnten Kollegiums sowie die Fragen über den strategischen Plan angeht, wird das Nichtvorhandensein eines Beschlusses der Gemeinde oder der Provinz jedoch als eine Stimmenthaltung des betroffenen Gesellschafters betrachtet.

§ 2 - Alle Statutenänderungen sowie alle Beschlüsse bezüglich der Ausschließung von Gesellschaftern verlangen die Zweidrittelmehrheit der Stimmen der bei der Generalversammlung anwesenden Mitglieder, wobei die Zweidrittelmehrheit der von Vertretern der Gemeindeglieder abgegebenen Stimmen ebenfalls erreicht werden muss.

Art. L1523-13 - § 1 - Der Verwaltungsrat muss jährlich mindestens zwei Generalversammlungen gemäß den in den Statuten festgelegten Modalitäten einberufen.

Im Übrigen muss eine außerordentliche Generalversammlung einberufen werden, wenn ein Drittel der Mitglieder des Verwaltungsrates, Gesellschafter, die mindestens ein Fünftel des Kapitals vertreten, oder das Kollegium der Bücherrevisoren dies beantragen.

Die Einberufungsschreiben zu jeder Generalversammlung enthalten die Tagesordnung sowie alle im Zusammenhang mit dieser stehenden Dokumente.

Sie müssen allen Gesellschaftern mindestens dreißig Tage vor dem Sitzungstermin durch einfachen Brief zugesandt werden.

Die einschlägigen Anlagen werden den Einberufungen beigelegt oder auf elektronischem Wege zugeschickt.

Die Mitglieder der beteiligten Gemeinde- und/oder Provinzialräte dürfen als Beobachter den Sitzungen beiwohnen, außer wenn es sich um Personensachen handelt.

In diesem Fall schließt der Vorsitzende die Öffentlichkeit aus, und die Sitzung darf nur dann in der Öffentlichkeit weitergeführt werden, wenn die Besprechung über diese Frage beendet ist.

§ 2 - Die Gemeinde- und/oder Provinzialratsmitglieder der angeschlossenen Gemeinden und Provinzen sind berechtigt, die Haushaltspläne, Rechnungen und Beratungen der Verwaltungs- und Kontrollorgane der Interkommunalen einzusehen.

Die Gemeinde- und/oder Provinzialratsmitglieder der angeschlossenen Gemeinden und/oder Provinzen sind berechtigt, die Gebäude und Dienststellen der Interkommunale zu besichtigen.

Die Gemeinde- oder Provinzialratsmitglieder, die auf Listen von Parteien gewählt worden sind, die die demokratischen Grundsätze nicht einhalten, die u.a. in der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in den in Belgien rechtsgültigen zusätzlichen Protokollen zu dieser Konvention, im Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, im Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermords oder jeglicher anderen Form des Genozids angeführt sind, sind vom Vorteil des in den vorstehenden Absätzen erwähnten Einsichtnahme- und Besichtigungsrechts ausgeschlossen.

Die Tatsache, dass die im Punkt 9° von Artikel L1523-14 vorgesehenen Durchführungsbestimmungen nicht festgelegt sind, setzt die Ausübung des Einsichtnahme- und Besichtigungsrechts der Gemeinde- oder Provinzialratsmitglieder nicht aus.

§ 3 - Die erste Generalversammlung des Geschäftsjahres wird im Laufe des ersten Semesters und spätestens am 30. Juni abgehalten. Auf ihrer Tagesordnung muss unbedingt die Genehmigung der Jahresabrechnung des abgeschlossenen Geschäftsjahres stehen, die eine analytische Betriebsbuchführung pro Tätigkeitsbereich enthalten muss, sowie eine die Liste der Auftragnehmer von Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen, für die die gesamten vorgeschriebenen Bestimmungen des allgemeinen Lastenhefts Anwendung finden. Diese Liste gibt das Vergabeverfahren des Auftrags an, aufgrund dessen sie bezeichnet worden sind.

Sie hört den Geschäftsbericht, den in Artikel L1512-5 vorgesehenen spezifischen Bericht des Verwaltungsrates und den Bericht des in Artikel L1523-24 erwähnten Kollegiums an und billigt die Bilanz.

Nach der Billigung der Bilanz nimmt diese Generalversammlung durch eine getrennte Stimmabgabe zu der Entlastung der Verwalter und der Mitglieder des in Artikel L1523-24 erwähnten Kollegiums Stellung.

Diese Entlastung gilt nur dann, wenn die Bilanz weder ungeklärte Beträge, noch falsche, den tatsächlichen Zustand der Gesellschaft verbergende Angaben enthält. Was die außerhalb der Statuten vorgenommenen Akten betrifft, gilt die Entlastung nur dann, wenn diese im Einberufungsschreiben besonders erwähnt worden sind.

§ 4. Die zweite Generalversammlung des Geschäftsjahres wird während des zweiten Semesters und spätestens am 31. Dezember abgehalten. Im Jahre der Gemeindewahlen findet sie vor dem ersten Montag des Monats Dezember statt.

Die Generalversammlung am Ende des Jahres, das auf das Jahr der Gemeindewahlen folgt, und die Generalversammlung am Ende des Jahres, das auf die Hälfte der Dauer der gemeindlichen Legislaturperiode folgt, haben unbedingt auf ihrer Tagesordnung die Genehmigung eines dreijährigen strategischen Plans, der jeden Tätigkeitsbereich identifiziert und insbesondere einen Bericht umfasst, durch den eine Verbindung zwischen den genehmigten Jahresabrechnungen der letzten drei Haushaltsjahre und den Entwicklungs- und Verwirklichungsperspektiven für die nächsten drei Jahre gemacht werden kann, sowie die Funktions- und Investitionshaushalte pro Tätigkeitsbereich.

Der Planentwurf wird durch den Verwaltungsrat erstellt, in den Räten der angeschlossenen Gemeinden und Provinzen vorgestellt und besprochen und durch die Generalversammlung beschlossen.

Er enthält Leistungsindikatoren und qualitative und quantitative Zielsetzungen, die eine interne Kontrolle ermöglichen, deren Ergebnisse in einem Arbeitsbericht zusammengefasst werden.

Dieser Plan wird bei dieser zweiten Generalversammlung einer jährlichen Bewertung unterworfen. Die Modalitäten für die Öffentlichkeit des strategischen Plans werden von der Wallonischen Regierung festgelegt.

Art. L1523-14 - Ungeachtet aller anderen statutengemäßen Bestimmungen ist nur die Generalversammlung zuständig für:

1° die Genehmigung der Jahresabrechnung und die Entlastung, die den Verwaltern und den Mitgliedern des in Artikel L1523-24 erwähnten Kollegiums zu erteilen ist;

2° die Genehmigung des strategischen Plans und seine jährliche Bewertung;

3° die Ernennung und die Absetzung der Verwalter und der Mitglieder des in Artikel L1523-24 erwähnten Kollegiums;

4° die Festlegung der Dienstzulagen und Anwesenheitsvergütungen, die den Verwaltern und möglicherweise den Mitgliedern der beschränkten Verwaltungsorgane innerhalb der von der Regierung festgesetzten Grenzen und auf Gutachten des Entlohnungsausschusses gewährt werden, sowie die Bezüge der Mitglieder des in Artikel L1523-24 erwähnten Kollegiums;

5° die Ernennung der Liquidatoren, die Festlegung ihrer Befugnisse und ihrer Bezüge;

6° den Rücktritt und die Ausschließung von Gesellschaftern;

7° die Statutenänderungen, außer wenn die Generalversammlung dem Verwaltungsrat die Befugnis überträgt, die Anhänge bezüglich der Liste der Gesellschafter und der technischen sowie Betriebsbedingungen anzupassen;

8° die Festlegung des Mindestinhalts der allgemeinen Geschäftsordnung jedes Verwaltungsorgans. Diese Geschäftsordnung bestimmt wenigstens:

— die Erteilung der Befugnis, über die Häufigkeit der Versammlungen des oder der beschränkten Verwaltungsorgane zu entscheiden;

— die Erteilung der Befugnis, die Tagesordnung des Verwaltungsrats und des oder der beschränkten Verwaltungsorgane zu bestimmen;

— das Prinzip der Besprechung der Mitteilung der Beschlüsse;

— das Verfahren, nach dem Punkte, die auf der Tagesordnung der Versammlung der Organe der Interkommunale nicht stehen, behandelt werden können;

— die Modalitäten für die Abfassung der Beratungen über die auf der Tagesordnung stehenden Punkte im Protokoll der Versammlungen der Organe der Interkommunale und die Modalitäten für ihre Anwendung;

- das Recht für die Mitglieder der Generalversammlung, dem Verwaltungsrat schriftliche und mündliche Fragen zu stellen;
 - das Recht für die Mitglieder der Generalversammlung, Abschrift der Urkunden und Dokumente über die Verwaltung der Interkommunale zu erhalten;
 - die Modalitäten der Versammlung der Organe der Interkommunale;
- 9° die Verabschiedung der deontologischen und ethischen Regeln, die der allgemeinen Geschäftsordnung jedes Verwaltungsorgans beizufügen ist. Sie umfassen wenigstens:
- die Verpflichtung, sein Mandat völlig auszuüben;
 - die regelmäßige Teilnahme an den Sitzungen der Instanzen;
 - die Regeln zur Organisation der Beziehungen zwischen den Verwaltern und der Verwaltung der Interkommunale;
- 10° die Festlegung der in Artikel L1523-13, § 2 erwähnten Modalitäten für die Einsichtnahme und die Besichtigung, die auf die Gesamtheit der Organe der Interkommunale Anwendung finden und den Gemeinde- und Provinzialratsmitgliedern der angeschlossenen Gemeinden mitgeteilt werden.

Unterabschnitt 3 — Verwaltungsrat

Art. L1523-15 - § 1 - Unbeschadet von § 4 Absatz 2 des vorliegenden Artikels ernennt die Generalversammlung die Mitglieder des Verwaltungsrats.

§ 2 - Die Verwalter, die die angeschlossenen Gemeinden oder Provinzen vertreten, sind beider Geschlechter.

§ 3 - Unbeschadet von § 4 des vorliegenden Artikels werden die die angeschlossenen Gemeinden vertretenden Verwalter jeweils unter Berücksichtigung der verhältnismäßigen Vertretung der Gesamtheit der Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden gemäß Artikeln 167 und 168 des Wahlgesetzbuches ernannt.

Für die Festsetzung dieses Verhältnisses werden die in den Statuten festgelegten Kriterien sowie die fakultativen individuellen Listenverbindungs- bzw. Zusammenführungserklärungen berücksichtigt, insofern diese der Interkommunale vor dem 1. März des Jahres, das auf dasjenige der Gemeinde- und Provinzialwahlen folgt, übermittelt werden.

Für die Festsetzung dieses Verhältnisses wird/werden die Fraktion bzw. besagten Fraktionen, die die demokratischen Grundsätze nicht einhalten würde bzw. würden, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in den in Belgien rechtsgültigen zusätzlichen Protokollen zu dieser Konvention, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden, nicht berücksichtigt.

Zu den den Gemeinden vorbehaltenen Ämtern als Verwaltungsratsmitglied dürfen nur Mitglieder der Gemeinderäte oder -kollegien ernannt werden

Der vorliegende Absatz findet *mutatis mutandis* auf die Verwalter, die die Provinzen und die angeschlossenen ÖSHZ vertreten, Anwendung.

§ 4 - Es wird von der in § 3, vorletzter Absatz des vorliegenden Artikels vorgesehenen Regel für die Benennung eines Verwalters, der die angeschlossenen Gemeinden und ggf. der angeschlossenen Provinzen vertritt, abgewichen, wenn alle Ratsmitglieder, die Mitglieder der Organe sind und aufgrund der Berechnungen nach der darin vorgesehenen Regel benannt wurden, gleichen Geschlechts sind.

In diesem Fall wird ein zusätzlicher Verwalter durch die Generalversammlung auf Vorschlag der Gesamtheit der angeschlossenen Gemeinden ernannt.

Das so ernannte Mitglied verfügt in allen Fällen über eine beschließende Stimme im Verwaltungsrat.

§ 5 - Die Anzahl der Mitglieder des Verwaltungsrats darf weder unter zehn Einheiten noch über dreißig Einheiten liegen. Die Anzahl Sitze wird je nach der Anzahl Einwohner der Gesamtheit der der Interkommunale angeschlossenen Gemeinden festgelegt.

Diese Anzahl wird auf der Grundlage der von Rechts wegen gültigen Bevölkerungszahlen am 1. Januar des Jahres der Gemeinde- und Provinzialwahlen, wie sie im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werden, festgelegt und beträgt bis zu fünf Verwalter je angebrochene Tranche von fünfzigtausend Einwohnern.

Die Verteilung wird in den Statuten jeder Interkommunale festgelegt.

Auf jeden Fall darf eine Interkommunale von höchstens drei oder von höchstens vier Gemeindegesellschaftern eine Höchstanzahl von zehn bzw. fünfzehn Verwaltern zählen. Wenn mehr als vier Gemeinden angeschlossenen sind und wenn sie weniger als hunderttausend Einwohner betreuen darf der Verwaltungsrat eine Höchstanzahl von fünfzehn Verwaltern umfassen.

§ 6 - Beim Eintritt eines neuen Gesellschafters wird die Zusammensetzung des Verwaltungsrates neu festgelegt, gegebenenfalls im Laufe der nächsten Generalversammlung.

§ 7 - Dem Verwaltungsrat können ein oder mehrere Personalvertreter angehören, die mit beratender Stimme sitzen.

Art. L1523-16 - Jedes Jahr stellen die Verwalter ein Inventar und eine Jahresabrechnung für jeden Tätigkeitsbereich sowie eine konsolidierte Jahresabrechnung auf.

Die Jahresabrechnung enthält die Bilanz, die Erfolgsrechnung, die Liste der Auftragnehmer und den Anhang, die insgesamt ein Ganzes bilden.

Diese Dokumente werden gemäß dem Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und Jahresabrechnung der Unternehmen und seinen Durchführungserlassen abgefasst, außer wenn die Statuten oder die spezifischen gesetzlichen Bestimmungen davon abweichen.

Außerdem stellen die Verwalter einen Bericht auf, in dem sie über ihre Verwaltung Rechenschaft geben.

Dieser Verwaltungsbericht enthält ein Kommentar zur Jahresabrechnung zur genauen Erklärung der Entwicklung der Geschäfte und der Gesellschaftslage.

Der Bericht enthält auch Angaben bezüglich der nach dem Abschluss des Rechnungsjahres eingetretenen Ereignisse.

Die Verwalter erlassen den in Artikel L1523-13 § 3 vorgesehenen strategischen Plan und den in Artikel L1512-5 vorgesehenen spezifischen Bericht über die Beteiligungen.

Der Verwaltungsrat der Interkommunale überreicht dem in Artikel L1523-24 erwähnten Kollegium die Dokumente und den Verwaltungsbericht mindestens vierzig Tage vor der ordentlichen Generalversammlung, um ihnen zu ermöglichen, die in Artikel L1523-13 § 3 vorgesehenen Berichte aufzustellen.

Unterabschnitt 4 — Entlohnungsausschuss

Art. L1523-17 - Der Verwaltungsrat bildet aus seiner Mitte einen Entlohnungsausschuss.

Der Entlohnungsausschuss gibt der Generalversammlung Empfehlungen für jeden Beschluss betreffend die Anwesenheitsvergütungen, die eventuellen Dienstzulagen und ggf. alle sonstigen Vorteile, ob finanzieller Art oder nicht, die den Mitgliedern der Verwaltungsorgane direkt oder indirekt gewährt werden.

Er legt die Entlohnungen und ggf. alle sonstigen Vorteile, ob finanzieller Art oder nicht, die mit den Führungsfunktionen direkt oder indirekt verbunden sind, fest.

Er legt eine allgemeine Geschäftsordnung fest, die den Rahmen, der seine Arbeitsweise regelt, eindeutig formuliert.

Der Entlohnungsausschuss setzt sich aus fünf Verwaltern zusammen, die unter den Vertretern der angeschlossenen Gemeinden, Provinzen oder ÖSHZ unter Berücksichtigung der verhältnismäßigen Vertretung der Gesamtheit der Räte der angeschlossenen Gemeinden, Provinzen und ÖSHZ gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches ernannt werden, einschließlich des Vorsitzenden des Verwaltungsrats, der den Vorsitz des Ausschusses führt.

Die Mandate innerhalb dieses Ausschusses werden unentgeltlich ausgeübt.

Unterabschnitt 5 — Beschränkte Verwaltungsorgane

Art. L1523-18 - § 1 - Der Verwaltungsrat darf auf eigene Verantwortung einen Teil seiner Befugnisse einem oder mehreren beschränkten Verwaltungsorganen übertragen, insbesondere um einen besonderen Tätigkeitssektor der Interkommunale zu verwalten.

Die Beschlüsse über die finanzielle Strategie und über die allgemeinen Regeln in Sachen Personal dürfen nicht Gegenstand einer Vollmachtserteilung durch den Verwaltungsrat sein.

Die beschränkten Verwaltungsorgane gehen vom Verwaltungsrat aus. Sie setzen sich wenigstens aus vier Verwaltern zusammen, die durch den Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der verhältnismäßigen Vertretung der Gesamtheit der Räte der angeschlossenen Gemeinden, Provinzen und ÖSHZ gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches ernannt werden.

Wenn dieses Organ gebildet wird, um einen Tätigkeitssektor zu verwalten, wird die verhältnismäßige Vertretung auf der Grundlage der Gemeinden, Provinzen und der ÖSHZ, die diesem Sektor angeschlossen sind, berechnet.

§ 2 - Die Anzahl Mitglieder des beschränkten Verwaltungsorgans, das mit einem Tätigkeitssektor verbunden ist, ist höchstens auf die Anzahl von Verwaltern, die aus den diesem Sektor angeschlossenen Gemeinden stammen, beschränkt und beruht auf der Anzahl angeschlossener Gemeinden.

Die Verteilung wird in den Statuten jeder Interkommunale festgelegt.

Abschnitt 3 — Provinziale und regionale Übermacht

Art. L1523-19 - § 1 - Wenn ein Provinzialgesellschafter Mittel einbringt, die die Hälfte des Kapitals der Interkommunale außer der bevorrechtigten Anteile übertreffen, dann können die Statuten in Abweichung von Artikel L1523-8 vorsehen, dass:

1. die Mehrheit der Stimmen in den Verwaltungsorganen der Provinz gehört. In diesem Fall und unbeschadet der Anwendung von Artikel L1523-9 sind die Beschlüsse der Generalversammlung, des Verwaltungsrats und der beschränkten Verwaltungsorgane nur dann gültig, wenn sie die Stimmenmehrheit der in diesen Organen anwesenden oder vertretenen Provinzialgesellschafter erhalten haben;

2. der Vorsitz des Verwaltungsrates einem Mitglied des Provinzialrates anvertraut wird. In dieser Annahme dürfen die eventuellen Mandate des oder der stellvertretenden Vorsitzenden nicht den Vertretern dieses Provinzialgesellschafter erteilt werden.

§ 2 - Wenn der Provinzialgesellschafter für mehr als die Hälfte der durch die Interkommunale aufgenommenen Anleihen bürgt, und insofern der Gesamtbetrag der genannten Anleihen mindestens die Hälfte ihres Kapitals erreicht, können die Statuten in Abweichung von Artikel L1523-8 vorsehen, dass der Vorsitz des Verwaltungsrates einem Mitglied des Provinzialrates anvertraut wird. In dieser Annahme dürfen die eventuellen Mandate des oder der stellvertretenden Vorsitzenden nicht den Vertretern dieses Provinzialgesellschafter erteilt werden.

Art. L1523-20 - § 1 - Wenn die Wallonische Region Mittel einbringt, die die Hälfte des Kapitals der Interkommunale übertreffen, kann in Abweichung von Artikel L1523-8 und gegebenenfalls von Artikel L1523-19 in den Satzungen vorgesehen werden, dass:

1° die Mehrheit der Stimmen in den Verwaltungsorganen der Wallonischen Region gehört. In diesem Fall werden die Beschlüsse der Generalversammlung, des Verwaltungsrats und der beschränkten Verwaltungsorgane nur dann auf gültige Weise gefasst, wenn sie die Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder in diesen Organen vertretenen Vertreter der Wallonischen Region erhalten haben;

2° der Vorsitz des Verwaltungsrats einem Vertreter der Wallonischen Region anvertraut wird. In dieser Annahme können die etwaigen Mandate des oder der stellvertretenden Vorsitzenden nur Vertretern der gemeindlichen oder provinziellen Gesellschaftern gewährt werden;

3° die Wallonische Region zu jeder Zeit der Interkommunale die Ablösung eines ihrer Vertreter in ihren verschiedenen Organen mitteilen kann.

§ 2 - Was die in § 1 erwähnten Situationen betrifft, unterliegen die Beschlüsse der Verwaltungsorgane der Kontrolle durch zwei Kommissare der Wallonischen Region, die von ihr gemäß den folgenden Modalitäten ernannt und entlassen werden:

a) die Kommissare der Regierung wohnen den Versammlungen der Verwaltungsorgane mit beratender Stimme bei. Sie können zu jeder Zeit die Bücher, den Briefwechsel, die Protokolle und im Allgemeinen alle Unterlagen und Geschäftsbücher der Interkommunale an Ort und Stelle einsehen.

Sie können alle Erklärungen oder Auskünfte von allen Verwaltern, Bediensteten und Beauftragten erfordern und alle Überprüfungen vornehmen, die sie für die Ausübung ihres Mandats für notwendig halten. Sie können außerdem jede Frage in Bezug auf die Einhaltung der Regelung, der Statuten oder der Verpflichtungen der Interkommunale in die Tagesordnung einer Verwaltungsratssitzung aufnehmen lassen;

b) jeder Kommissar der Regierung verfügt über eine Frist von vier vollen Tagen, um einen Einspruch gegen die Durchführung eines jeden Beschlusses einzureichen, von dem er meint, dass er im Gegensatz zum Gesetz, zum Dekret, zu den Statuten oder zum allgemeinen Interesse ist. Der Einspruch hat eine aufschiebende Wirkung. Diese Frist läuft ab dem Tag der Versammlung, während deren der Beschluss gefasst worden ist, insofern der Kommissar der Regierung vorschriftsmäßig zur Versammlung geladen worden ist, und, im gegenteiligen Fall, ab dem Tag, an dem er davon informiert worden ist;

c) die Kommissare erheben ihren Einspruch bei der Regierung. Wenn die Wallonische Regierung nicht innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Einspruch befunden hat, ist der Beschluss rechtskräftig. Die Regierung teilt der Interkommunale die Annullierung des Beschlusses mit.

Abschnitt 4 — Auflösung und Liquidation

Art. L1523-21 - Die Generalversammlung darf die Auflösung der Interkommunale vor Ablauf der in den Statuten festgelegten Frist nur mit der Zweidrittelmehrheit der durch die Vertreter der Gemeindegesellschafter abgegebenen Stimmen verkünden, nachdem die Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden dazu gebracht worden sind, über diese Frage zu beraten.

Im Falle der Anwendung von Artikel L1523-19 darf die Generalversammlung die Auflösung der Gesellschaft nur mit der Zweidrittelmehrheit der durch die Vertreter des oder der Provinzialgesellschaftler(s) abgegebenen Stimmen verkünden, nachdem der oder die angeschlossenen Provinzialräte dazu gebracht worden sind, über diese Frage zu beraten.

Art. L1523-22 - Im Falle der frühzeitigen Auflösung, Nichtverlängerung bzw. beim Austritt aus der Interkommunale ist jede Gemeinde oder Vereinigung, die die vorher der Interkommunale anvertraute Tätigkeit ganz oder teilweise weiter ausübt, dazu verpflichtet, nach einer durch Sachverständige ausgeführten Schätzung um den gerechten Preis die auf ihrem Gebiet liegenden Anlagen oder Einrichtungen, die zur ausschließlichen Verwirklichung des sie angehenden gesellschaftlichen Zwecks bestimmt sind, zusammen mit dem Personal der Interkommunale zu übernehmen, das zur Ausübung der übernommenen Tätigkeit eingesetzt ist, und zwar auf eine Art und Weise, die zwischen den Parteien ausgemacht werden muss. Die Güter kommen der Gemeinde jedoch kostenlos wieder zu, soweit sie von ihr selbst finanziert wurden, oder sobald diese auf dem Gebiet der Interkommunale liegenden und durch diese letztere zur Benutzung der Gemeinde eingesetzten Güter ganz getilgt worden sind. Über die Bestimmung der gemeinschaftlich benutzten Anlagen und Einrichtungen sowie über die damit zusammenhängenden Lasten wird zwischen den Parteien eine Vereinbarung getroffen. Dies gilt auch für die Güter, die von der Interkommunale oder mit Hilfe von Subsidien anderer öffentlichen Verwaltungen, die nicht getilgt worden sind, finanziert wurden.

Die ausscheidende Gemeinde hat ungeachtet aller anderslautenden statutengemäßen Bestimmungen das Recht, ihren Anteil in der Interkommunale zu bekommen, so wie sich dieser aus der Bilanz des Geschäftsjahres ergibt, im Laufe dessen die Ausscheidung sich wirklich vollzieht.

Die Übernahme der Tätigkeit der Interkommunale durch die Gemeinde oder durch eine andere Vereinigung beginnt erst ab dem Augenblick, wo alle der Interkommunale geschuldeten Beträge tatsächlich an letztere gezahlt worden sind, wobei die Tätigkeit in der Zwischenzeit durch die Interkommunale selbst fortgesetzt wird.

Abschnitt 5 — Verschiedene Bestimmungen

Art. L1523-23 - § 1 - Die Bücher der Interkommunale werden gemäß der Gesetzgebung über die Buchhaltung der Unternehmen geführt, außer wenn die Statuten davon abweichen, und dies, um die Aufteilung der Defizite und der Gewinne pro durch die Statuten organisierten Tätigkeitsbereich zu ermöglichen oder um spezifischen gesetzlichen Bestimmungen, die mit dem Tätigkeitsbereich der Interkommunale verbunden sind, nachzukommen.

Gemäß den Artikeln 92, 94, 95, 143, 608, 616, 624 und 874 des Gesetzbuches über die Gesellschaften, werden die Jahresabrechnung, der Bericht des Kollegiums der Bücherrevisoren sowie der spezifische Bericht über die Beteiligungen, der strategische Plan alle sechs Jahre oder der jährliche Bewertungsbericht über diesen Plan sowie der Verwaltungsbericht der Interkommunale, jedes Jahr allen Gemeinde- und Provinzialratsmitgliedern der angeschlossenen Gemeinden und Provinzen, sowie den Gesellschaftern gleichermaßen zugesandt, damit eine Debatte in jedem Rat oder in jedem zu diesem Zweck organisierten Sonderausschuss eröffnet wird.

Die Tagesordnung der Sitzung des Gemeinderats nach der Einberufung muss einen Punkt über die Genehmigung der Jahresabrechnung und einen Punkt über den strategischen Plan beinhalten.

§ 2 - Jede Interkommunale ist verpflichtet, über eigene Barmittel zu verfügen, deren Führung gemäß den in den Statuten festgesetzten Modalitäten bestimmt wird.

Die Modalitäten für die interne Kontrolle werden durch den Verwaltungsrat erlassen, der den Verantwortlichen für die Zahlungs- und Inkassoverwaltung ernennt. Beim Tätigkeitssektor ernennt das beschränkte Verwaltungsorgan des Tätigkeitssektors den Verantwortlichen für die Zahlungs- und Inkassoverwaltung des betroffenen Sektors.

Art. L1523-24 - § 1 - Das Kollegium der Bücherrevisoren ist mit der Beaufsichtigung der Interkommunale beauftragt.

§ 2 - Der bzw. die Revisor(en) werden durch die Generalversammlung unter den Mitgliedern, natürlichen oder juristischen Personen, des Instituts der Betriebsrevisoren ernannt.

Der Vertreter des vorerwähnten regionalen Kontrollorgans wird auf Vorschlag des Letzteren durch die Generalversammlung ernannt.

Art. L1523-25 - Die Wallonische Region darf den Interkommunalen ein Steuersystem für die regionalen Angelegenheiten auferlegen.

KAPITEL IV — Internationale Beziehungen

Art. L1524-1 - Gemäß den in diesem Bereich geltenden internationalen Übereinkommen und Verträgen können die Gemeinden, die Projektvereinigungen und die Interkommunalen an juristischen Personen öffentlichen Rechts, die die nationalen Grenzen überschreiten, beteiligt sein, ungeachtet des juristischen System, dem diese juristischen Personen unterworfen sind.

Die einem ausländischen juristischen System unterworfenen juristischen Personen können an einer Interkommunale beteiligt sein, wenn sie durch das Recht ihres Landes dazu ermächtigt werden.

TITEL III — Grundsätze des "guten Regierens"

KAPITEL I — Verbote und Unvereinbarkeiten

Art. L1531-1 - Keiner darf innerhalb der Interkommunale oder der Projektvereinigung eine der angeschlossenen Verwaltungsbehörden vertreten, wenn er Mitglied eines der Organe der Gesellschaft, die die Geschäftsführung oder die Konzession der Tätigkeit des Unternehmens innehat, für die die Interkommunale oder die Projektvereinigung gegründet worden ist.

Art. L1531-2 - § 1 - Jedem Verwalter einer Interkommunale oder jedem Mitglied des geschäftsführenden Ausschusses einer Projektvereinigung wird es untersagt:

1° bei der Beratung über Angelegenheiten anwesend zu sein, an denen er ein direktes Interesse hat oder an denen seine Bluts- oder Anverwandten bis zum vierten Grad ein persönliches und direktes Interesse haben;

2° sich direkt oder indirekt an Geschäften zu beteiligen, die mit der Interkommunale abgeschlossen werden;

3° sich als Rechtsanwalt, Notar oder Geschäftsmann in Gerichtsprozesse einzuschalten, die gegen die Interkommunale oder die Projektvereinigung geführt werden. In derselben Eigenschaft ist es ihm untersagt, im Interesse der Interkommunale oder der Projektvereinigung eine Sache vor Gericht zu vertreten, Stellungnahmen abzugeben oder in irgendeiner Streitsache aufzutreten.

Das in Absatz 1 Punkt 1. erwähnte Verbot geht nicht über die Bluts- und Anverwandten bis zum zweiten Grad hinaus, wenn es sich um die Vorstellung von Kandidaten, Ernennungen, Absetzungen oder vorläufige Amtsenthebungen handelt.

§ 2 - Jedem Gemeinde- oder Provinzialratsmitglied ist es untersagt, in den Interkommunalen und den Projektvereinigungen, an denen seine Gemeinde oder Provinz angeschlossen ist, mehr als drei ausführende Mandate auszuüben. Unter ausführendem Mandat versteht man jedes Mandat, mittels dessen seinem Inhaber übertragene Entscheidungsbefugnisse anvertraut werden oder das im Rahmen eines beschränkten Verwaltungsorgans ausgeübt wird.

Bei seiner Ernennung und unter Gefahr, sein Amt nicht ausüben zu dürfen, füllt der Verwalter oder das Mitglied des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung eine Erklärung auf Ehrenwort aus, durch die er bescheinigt, dass er sich nicht in diesem Verbotsfall befindet.

§ 3 - Keiner darf zu einem für die angeschlossenen Verwaltungsbehörden vorbehaltenen Amt eines Verwalters oder eines Mitglieds des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung ernannt werden, wenn er ein Mandat in den Verwaltungs- und Kontrollorganen einer Vereinigung privaten Rechts ausübt, die eine ähnliche Tätigkeit zur Aufgabe hat, und die, was ihn betrifft, einen direkten und ständigen Interessenkonflikt auslösen könnte. Der Verwalter oder das Mitglied des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung füllt eine Erklärung auf Ehrenwort aus, durch die er bescheinigt, dass er sich nicht in diesem Verbotsfall befindet.

§ 4 - Das Mandat eines Mitglieds des in Artikel L1523-24 erwähnten Kollegiums darf keinem Mitglied der angeschlossenen Gemeinde- und Provinzialräte erteilt werden.

§ 5 - Ein Gemeinderatsmitglied, ein Schöffe oder ein Bürgermeister einer angeschlossenen Gemeinde, ein Provinzialratsmitglied einer angeschlossenen Provinz, ein Ratsmitglied eines angeschlossenen Sozialhilfeszentrums ist nicht berechtigt, Verwalter einer Interkommunale oder Mitglied des geschäftsführenden Ausschusses einer Projektvereinigung zu sein, wenn er Mitglied ihres Personals ist.

§ 6 - Die Person, die innerhalb des Personals einer Interkommunale die höchste hierarchische Stellung hat, ist nicht berechtigt, Mitglied des Provinz- oder des Gemeindegremiums einer ihr angeschlossenen Provinz bzw. Gemeinde zu sein.

Was die im vorstehenden Absatz erwähnten Personen betrifft, die am Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets schon amtieren, tritt diese Bestimmung am 15. Oktober 2012 in Kraft.

§ 7 - Jegliches Mitglied einer Interkommunale, das Inhaber eines ausführenden Mandats ist und ein Amt als Mitglied einer Regierung ausübt, wird als verhindert betrachtet.

KAPITEL II — Rechte und Pflichten

Art. L1532-1 - § 1 - Bei seiner Einsetzung verpflichtet sich der Verwalter oder das Mitglied des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung schriftlich:

1° für die wirksame Arbeitsweise des Verwaltungsorgans Sorge zu tragen;

2° die berufsethischen Regeln zu beachten, insbesondere was die Interessenkonflikte, die Benutzung von Vorzugsinformationen, die Loyalität, die Diskretion und das verantwortungsvolle Umgehen mit öffentlichen Geldern angeht;

3° in den Tätigkeitsbereichen der Interkommunale oder der Projektvereinigung seine beruflichen Fähigkeiten zu entfalten und zu aktualisieren, insbesondere durch die Teilnahme an Ausbildungs- und Informationsveranstaltungen, die durch die Interkommunale oder die Projektvereinigung bei ihrem Amtsantritt und jedesmal, wenn die Aktualität in einem Tätigkeitssektor es erfordert, organisiert werden;

4° darauf zu achten, dass das Verwaltungsorgan das Gesetz, die Dekrete und alle anderen verordnungsmäßigen Bestimmungen, sowie die Statuten der Interkommunale und der Projektvereinigung beachtet.

§ 2 - Ein Vertreter der Interkommunale, der vom Verwaltungsrat benannt wird, wird damit beauftragt, mindestens zweimal im Jahre die Jahresabrechnung und den strategischen Plan vor dem Gemeinde-, Provinzial- oder Sozialhilferat der bzw. des angeschlossenen Gemeinde, Provinz oder ÖSHZ zu kommentieren. Ein Vertreter der Interkommunale kann ebenfalls bestimmt werden, um vor den jeweiligen Räten dieser Gesellschafter jeden besonderen Punkt zu kommentieren, dessen Erörterung der Verwaltungsrat für nötig erachtet.

§ 3 - 1° Die Verwalter übernehmen keine persönliche Verantwortung für die Verpflichtungen der Interkommunale.

Gemäß dem allgemeinen Recht sind sie verantwortlich für die Ausführung ihres Mandats und für die bei ihrer Verwaltung begangenen Fehler.

Sie sind gesamtschuldnerisch haftbar entweder gegenüber der Interkommunale oder gegenüber Dritten für jeden Schadenersatz, der sich aus Verstößen gegen die Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften, die auf die Genossenschaften mit beschränkter Haftung oder auf die Aktiengesellschaften anwendbar sind, oder gegen die Statuten der Interkommunale ergibt.

Was die Verstöße betrifft, an denen sie sich nicht beteiligt waren, werden sie nur von dieser Haftung befreit, wenn kein Verschulden ihnen zur Last fällt und wenn sie bei der nächsten Generalversammlung, nachdem sie Kenntnis davon gehabt haben, diese Verstöße anzeigen.

2° Die Mitglieder des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung übernehmen keine persönliche Verantwortung für die Verpflichtungen der Projektvereinigung.

Gemäß dem allgemeinen Recht sind sie verantwortlich für die Ausführung ihres Mandats und für die bei ihrer Verwaltung begangenen Fehler. Sie sind gesamtschuldnerisch haftbar entweder gegenüber der Projektvereinigung oder gegenüber Dritten für jeden Schadenersatz, der sich aus Verstößen gegen die Statuten der Interkommunale ergibt.

Was die Verstöße betrifft, an denen sie sich nicht beteiligt waren, werden sie nur von dieser Haftung befreit, wenn kein Verschulden ihnen zur Last fällt und wenn sie den Teilnehmern an der Projektvereinigung, nachdem sie Kenntnis davon gehabt haben, diese Verstöße anzeigen.

§ 4 - 1° Die Generalversammlung kann jederzeit jeden Verwalter auf Antrag des Verwaltungsrates hin wegen Verstoß gegen die allgemeine Geschäftsordnung des Organs, in dem er Mitglied ist, oder wegen Verstoß gegen die in § 1 eingegangenen Verpflichtungen, entlassen. Die Generalversammlung hört den Verwalter zuvor an. In dieser Annahme können die Gesellschafter ihren Vertretern zwingende Vollmacht erteilen.

2° Jeder öffentliche Gesellschafter einer Projektvereinigung kann jederzeit jedes Mitglied des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung, das er bestimmt hat, entlassen. Er hört den Verwalter zuvor an.

Art. L1532-2 - Jedes Mitglied eines Gemeinde- und gegebenenfalls Provinzialrats oder eines Sozialhilferats, das in dieser Eigenschaft ein Mandat in einer Interkommunale oder einer Projektvereinigung ausübt, gilt als völlig rechtmäßig ausgeschieden:

1° sobald es diesem Gemeinde- und gegebenenfalls Provinzial- oder Sozialhilferat nicht mehr angehört;

2° sobald er der politischen Liste, auf der er gewählt wurde, nach seinem Willen oder infolge seiner Ausschließung nicht mehr angehört.

Alle Mandate in den verschiedenen Organen der Interkommunale laufen unmittelbar nach der ersten Generalversammlung ab, die auf die Erneuerung der Gemeinde- und gegebenenfalls Provinzialräte folgt. Bei derselben Generalversammlung wird die Einsetzung der neuen Organe vorgenommen.

Alle gemeindlichen und provinzialen Mandate innerhalb des geschäftsführenden Ausschusses der Projektvereinigung laufen unmittelbar nach der ersten Versammlung des besagten geschäftsführenden Ausschusses ab, die auf die Erneuerung der Gemeinde- und gegebenenfalls Provinzialräte folgt, insofern die besagte Versammlung vor dem 1. März des Jahres nach demjenigen der Gemeinde- und Provinzialwahlen stattfindet, es sei denn, die gesamten angeschlossenen Gemeinden und Provinzen ggf. haben die fakultativen individuellen Listenverbindungs- bzw. Zusammenführungserklärungen ihrer Mitglieder übermittelt. Die Benennung der Mitglieder des geschäftsführenden Ausschusses durch die anderen eventuellen Teilnehmer erfolgt im Laufe des Monats, das auf die Einsetzung ihres eigenen Rates folgt.

Art. L1532-3 - Den Mitgliedern des geschäftsführenden Ausschusses der Projektvereinigung kann eine Anwesenheitsvergütung für jede Sitzung bewilligt werden, der das Mitglied tatsächlich beigewohnt hat. Der Betrag der Anwesenheitsvergütung darf die von der Wallonischen Regierung festgelegten Höchstbeträge nicht überschreiten.

Art. L1532-4 - Die Generalversammlung darf den Mitgliedern des Verwaltungsrats der Interkommunale Anwesenheitsvergütungen für jede Sitzung bewilligen, der das Mitglied tatsächlich beigewohnt hat.

Sie darf auch den Mitgliedern des beschränkten Verwaltungsorgans eine Anwesenheitsvergütung für jede Sitzung bewilligen, der das Mitglied tatsächlich beigewohnt hat. Ihr Betrag entspricht höchstens dem Betrag der Anwesenheitsvergütung, die den Mitgliedern des Verwaltungsrates bewilligt werden.

Die Mitglieder, die mehreren am selben Tag abgehaltenen Sitzungen desselben Organs derselben Interkommunale beiwohnen, sind nur zu einer einzigen Anwesenheitsvergütung berechtigt.

Der Betrag der Anwesenheitsvergütung darf die von der Wallonischen Regierung festgelegten Höchstbeträge nicht überschreiten.

Art. L1532-5 - Die Generalversammlung darf den Verwaltern, die einen Auftrag der Geschäftsführung oder der täglichen Verwaltung ausüben, anstatt Anwesenheitsvergütungen eine Dienstzulage in den Grenzen der von der Wallonischen Regierung festgelegten Bewilligungsbedingungen bewilligen.

KAPITEL III — Vermittlung und Charta des Benutzers

Art. L1533-1 - § 1 - Jede Interkommunale tritt einem Vermittlungsdienst bei.

Die Wallonische Regierung legt die Beitrittsmodalitäten, die Funktion- und Finanzierungsregeln des interkommunalen Vermittlungsdienstes der Wallonischen Region fest.

§ 2 - Jede Interkommunale verfasst und verabschiedet eine Charta der Benutzer, die mindestens Folgendes umfasst:

- die Verpflichtungen der Interkommunale, was die Dienstleistungen zugunsten der Benutzer betrifft;
- die zu ihrer Verfügung gestellten Anfechtungs- und Beschwerdeverfahren;
- die vorhandenen Bestimmungen in Sachen Information für die Bürger.

§ 3 - Jede Interkommunale verfügt über eine für die Information bestimmte Internet-Webseite, durch die den Benutzern wichtige Dienste angeboten werden können.

TITEL IV — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. L1541-1 - § 1 - Unbeschadet von § 2 tritt das vorliegende Buch am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

§ 2 - Die Interkommunalen, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Buches bestehen und dem Dekret vom 5. Dezember 1996 über die wallonischen Interkommunalen unterworfen sind, bringen ihre Statuten mit den Bestimmungen des vorliegenden Buches vor dem ersten Montag des Monats Dezember 2006 in Übereinstimmung und dies unbeschadet des folgenden Absatzes.

Die Einsetzung von im vorliegenden Dekret vorgesehenen eventuellen neuen Organen innerhalb der Interkommunalen erfolgt gleichzeitig mit der Einsetzung der neuen Verwaltungsräte infolge der Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006.

Gegebenenfalls in Abweichung von Artikel L1523-15 § 5 dürfen die bestehenden Verwaltungsorgane der dem Dekret vom 5. Dezember 1996 über die wallonischen Interkommunalen unterworfenen Interkommunalen im Rahmen der in § 2 Absatz 1 erwähnten Statutenänderungen und der Erneuerung der Organe infolge der Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006 nicht eine Anzahl von Mitgliedern zählen, die die Anzahl Mitglieder übertrifft, die sie am Tage des Inkrafttretens des vorliegenden Buches zählten.

Dieser Paragraph ist nicht anwendbar im Falle einer Fusion oder einer Umstrukturierung von Interkommunalen.

Art. L1541-2 - Die in Artikel L1523-14 8° vorgesehenen Regeln müssen spätestens am 31. Dezember 2007 durch die Generalversammlung verabschiedet werden.

Das Online-Setzen der in Artikel L1533-1 § 3 vorgesehenen Internet-Webseite muss vor dem 31. Dezember 2007 stattfinden.

Die Charta der Benutzer muss vor dem 31. Januar 2009 verfasst werden.

Vor dem Inkrafttreten des Dekrets zur Ermächtigung des in Artikel L1523-24 erwähnten Kontrollorgans wird die Kontrolle der Interkommunale durch einen oder mehrere Revisoren gewährleistet.

Art. L1541-3 - Artikel 28 des Gesetzes vom 22. Dezember 1986 über die Interkommunalen wird aufgehoben.»

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 19. Juli 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,

Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) Sitzung 2005-2006

Dokumente des Rats 403 (2005-2006), Nrn 1 und 36

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 19. Juli 2006

Diskussion. Abstimmung.